

RÉFORME DE L'ÉDUCATION

Beaucoup de pain sur la planche et peu d'argent à l'horizon



Michèle Ouimet

Jamais, depuis la Révolution tranquille, le monde de l'éducation n'a connu autant de chambardements. Après les multiples rapiécages effectués par les très nombreux ministres de l'Éducation qui se sont succédé depuis 1991 (six en six ans), le gouvernement a finalement accouché d'une réforme globale qui transformera profondément l'école, de la maternelle à l'université, au cours des prochaines années.

La ministre de l'Éducation, Pauline Marois, s'est lancée dans une ambitieuse réforme. Maternelles cinq ans, nouveaux programmes au primaire et au secondaire, décentralisation du pouvoir vers les écoles, diminution du nombre de commissions scolaires de 156 à 72, implantation des nouvelles commissions scolaires linguistiques, poursuite de la réforme dans les cégeps, fusion de certains programmes et services dans les universités: le menu est chargé. Très chargé. Déjà le réseau scolaire est déstabilisé par les nombreux départs à la retraite, 12 333 en éducation seulement, et l'arrivée de 9 000 nouveaux visages.

Cette rénovation majeure de l'édifice scolaire se fait dans un contexte de compressions budgétaires sans précédent qui rend la tâche difficile. En effet, comment implanter de nouveaux programmes au primaire et au secondaire qui nécessitent l'achat de manuels et du perfectionnement pour les enseignants, alors que les budgets rétrécissent à vue d'oeil? Bref, il y a beaucoup de pain sur la planche et peu d'argent à l'horizon.

Pour vous aider à suivre le rythme et l'évolution des réformes, nous vous proposons un aperçu des grandes lignes.

La petite enfance

— L'implantation des maternelles à temps plein pour les enfants de cinq ans a nécessité l'ajout ou l'aménagement de 1 600 locaux à travers la province, l'embauche de 2 300 enseignants et l'élaboration, à toute vapeur, d'un programme éducatif. L'opération, affirme le ministre de l'Éducation, tourne rondement, mais certaines commissions scolaires, en particulier dans la région de Laval, Laurentides et Lanaudière, connaissent des retards importants qui compromettent la rentrée.

— Le gouvernement veut aussi, au cours des prochaines années, élargir l'accès à la pré-maternelle pour les petits de quatre ans dans les milieux défavorisés.

Primaire et secondaire

— C'est là que la réforme frappera le plus fort.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

C'est au primaire et au secondaire que la réforme frappera le plus fort. Jamais une révision aussi imposante des programmes n'a été effectuée depuis les années 60. Un avant-projet de loi, qui sera scruté en commission parlementaire à partir de mardi, accorde plus de pouvoirs à l'école au détriment des commissions scolaires.

— Un avant-projet de loi, qui sera scruté en commission parlementaire à partir de mardi et qui constitue la pièce maîtresse de la réforme, accorde plus de pouvoirs à l'école au détriment des commissions scolaires.

Chien de garde de cette toute nouvelle autonomie, le conseil d'établissement, qui remplace le conseil d'orientation et le comité d'école et où siègent des parents, des enseignants et des membres de la communauté environnante, aura un droit de regard sur les budgets, le contenu des cours, le choix des manuels scolaires et le temps alloué à chaque matière.

Cette indépendance des écoles inquiète au plus haut point la présidente de la CEQ, Lorraine Pagé, qui craint les effets pervers et affirme que les disparités entre les établissements s'accroîtront.

Plusieurs écoles vont se spécialiser dans les arts, les langues, l'informatique, la musique ou l'anglais, etc. Elles sélectionneront les meilleurs élèves avec un examen d'entrée, refoulant du même coup les moins doués dans des écoles « ordinaires ». L'École internationale à Montréal, par exemple, sélectionne ses élèves de maternelle en leur faisant passer un examen sous forme de jeux et de dessins. « À quand les tests génétiques à la naissance », ironise Mme Pagé?

— Autre pièce maîtresse de la réforme: les programmes. La ministre Marois veut revoir l'ensemble

des matières enseignées dans les écoles primaires et secondaires et elle a confié à Paul Inchauspé, l'ancien directeur du cégep Ahuntsic, la tâche de lui faire des recommandations.

Dans son rapport, remis en juin, Inchauspé suggère d'augmenter le temps consacré au français, à l'anglais (qui commencerait une année plus tôt) et à l'histoire, d'introduire l'apprentissage d'une troisième langue au secondaire et d'éliminer sept matières, soit l'éducation au choix de carrière, la formation personnelle et sociale, l'écologie, l'économie familiale, l'éducation économique, la biologie et l'initiation à la technologie. Jamais une révision aussi imposante des programmes n'a été effectuée depuis les années 1960.

À la fin de septembre, Mme Marois précisera ce qu'elle retient du rapport Inchauspé qu'elle a déjà approuvé, voire louangé. Elle indiquera quelles matières seront dorénavant enseignées, le nombre d'heures qui leur seront allouées et quel sera le calendrier d'implantation.

Commissions scolaires

— Cette décentralisation va de pair avec la diminution du nombre de commissions scolaires qui voient leurs pouvoirs rognés au profit des écoles. Leur nombre passe de 156 à

72. Mme Marois profite de ce redécoupage territorial pour créer les commissions scolaires linguistiques. Dorénavant, elles n'existeront plus sur une base confessionnelle (catholique et protestante), mais plutôt linguistique (franco-phonie et anglophonie).

Ce sont les conseils provisoires qui piloteront toute l'opération. Ces conseils, qui doivent être formés d'ici le 27 septembre, seront formés par les commissaires des actuelles commissions scolaires.

Prenons l'exemple de la toute nouvelle Commission scolaire francophone du Centre qui sera créée à Montréal sur une partie du territoire des commissions scolaires suivantes: CECM, CEPGM (Commission des écoles protestantes du grand Montréal) et Sainte-Croix. Les membres de ce conseil provisoire (formé de commissaires de chacune de ces trois commissions scolaires) devront se retrouver les manches car ils auront beaucoup de choses à négocier. Ils devront trouver le nom de la nouvelle commission scolaire, choisir le directeur général (lequel des trois: CECM, CEPGM ou Sainte-Croix sera nommé), procéder au partage des élèves, des enseignants et des bâtiments, prévoir l'intégration des règlements internes, des normes et des conventions collectives locales (comment, par exemple, fonctionnera le principe de l'ancienneté car chaque commission scolaire a sa façon de procéder), etc. Bref, beaucoup de boulot et de crépage de

chignon en perspective.

Des élections scolaires auront lieu le 8 juin 1998 et les nouvelles commissions scolaires débiteront leur existence officielle le 1^{er} juillet suivant.

Cégeps

— Les cégeps ont vécu une importante réforme lancée par l'ex-ministre de l'Éducation, Lucienne Robillard, en 1993.

— Dans la foulée de sa réforme, Mme Robillard a introduit deux examens que tous les cégépiens doivent réussir s'ils veulent obtenir leur diplôme. Il y a l'épreuve ministérielle en langue et littérature qui existe déjà. Elle sera obligatoire à partir du 1^{er} janvier 1998. En septembre de la même année, les cégépiens devront également réussir une épreuve synthèse de programme (il existe 118 programmes, tels le génie mécanique, les arts graphiques, les sciences humaines, les sciences de la nature, etc.).

— Dès cette année, les cégépiens qui subissent un deuxième échec devront payer des frais de 2 \$ pour chaque heure de cours. Un étudiant qui échoue, par exemple, à un cours de 45 heures, paiera des droits de scolarité de 90 \$ avant d'entreprendre la session suivante.

— Dernier point: les compressions budgétaires. Les cégeps discutent entre eux et certains, comme le Vieux-Montréal, Maisonneuve et Rosemont, ont même envisagé un scénario de fusion. Un comité a d'ailleurs été créé afin d'analyser les possibilités de collaboration.

Universités

— L'argent, l'argent, l'argent: c'est la nouvelle obsession qui hante les administrateurs universitaires. Dans sa réforme, la ministre Marois veut revoir le financement des universités (subventionnées à plus de 60% par l'État) et rationaliser l'enseignement en examinant la « pertinence et la complémentarité des programmes d'études universitaires ».

— Deux comités ont été mis sur pied. Celui présidé par Marcel Gilbert sur le financement des universités a remis son rapport en avril et il a conclu qu'il y avait finalement bien peu d'argent à glaner dans les coffres des universités qui sont littéralement étranglées par les compressions budgétaires. Un seul chiffre pour illustrer la situation suffira: en trois ans, 900 postes d'enseignants auront disparu des universités québécoises. C'est l'équivalent des effectifs de l'Université de Montréal au grand complet!

L'autre comité, formé par la Conférence des recteurs et des principaux des universités (CREPUQ), passe au crible les différents programmes et examine les possibilités de fusions, comme en théologie ou en musique.

— Une politique des universités devrait aussi être élaborée cet automne. Cette politique — un concept flou, croit le président de la CREPUQ, Pierre Reid — devrait établir une « sorte de contrat social entre la société québécoise et les universités ». Un comité a été formé pour étudier cette question.

Cet automne, la ministre indiquera ce qu'elle entend faire avec le dossier universitaire.

« Le mouvement de décentralisation est à peu près universel »

Dans les pays industrialisés, la tendance dans les écoles est à la décentralisation et le Québec n'échappe pas à ce mouvement.

C'est du moins ce que soutient Jean-Claude Rondeau, professeur invité à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), ex-directeur général à la CECM et ex-sous-ministre à l'Éducation.

« Le mouvement de décentralisation est à peu près universel, expli-

que-t-il. Dans certains pays, on a été très loin. Les écoles à charte sont un bon exemple. »

Les écoles à charte sont gérées par des individus ou des corporations et elles jouissent d'une très grande autonomie. Financées par l'État, elles échappent au contrôle

des districts scolaires (sorte de commissions scolaires). Très populaires aux États-Unis, en Angleterre et en Australie, elles débute en Alberta et séduisent l'Ontario.

Au Québec, les écoles à charte n'existent pas et le mouvement de décentralisation n'a pas pris cette ampleur. Les écoles sont encore sous le contrôle des commissions scolaires. Mais, nuance Jean-Claude Rondeau, avec son avant-projet de loi, Mme Marois pousse très loin la décentralisation pédagogique

en confiant aux écoles — et à leurs tout nouveaux conseils d'établissement — le pouvoir sur les budgets, le contenu des cours, le choix des manuels scolaires et le temps alloué à chaque matière.

« Au niveau du contenu pédagogique, le Québec va même plus loin que les écoles à charte », prétend M. Rondeau.

Et il y a des pièges, prévient-il. « En Angleterre, par exemple, les milieux les plus organisés et les plus scolarisés réussissent à créer

des écoles intéressantes, alors que les quartiers défavorisés connaissent des problèmes importants. Comme les résultats scolaires des élèves sont largement diffusés, les parents délaissent les écoles qui fonctionnent mal. »

Fait troublant, a peut-être permis aux écoles d'adopter des pratiques innovatrices mais les élèves ne sont pas plus performants et l'école ne coûte pas moins cher.

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT
MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION
ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

La tentation du tribalisme

Comme toutes les tempêtes dans un verre d'eau, le débat sur le profil psychiatrique de Lucien Bouchard mourra de sa belle mort. Mais cette escarmouche estivale, en soi sans grand intérêt, permet de soulever un problème plus profond.

On a souvent décrit le dialogue impossible entre le Québec et le reste du Canada comme celui des deux solitudes. Mais dans le climat exacerbé de la tourmente post-référendaire, les rapports Canada-Québec relèvent moins du dialogue de sourds que du choc de deux irrationalités.



Alain Dubuc

Le psychiatre Vivian Rakoff, l'auteur du piteux profil psychologique de Lucien Bouchard, a, dans une conférence sur l'unité canadienne, proposé une grille qui décrit de façon fort révélatrice la société québécoise comme le produit de l'irrationalité, alimentée par une mythologie sombre et par la force de la déraison, évoquant au passage les mythes germaniques.

On ne peut nier, à moins d'être aveugle ou de mauvaise foi, la présence, dans le nationalisme québécois, de débordements irrationnels. Le nationalisme a parfois servi de véhicule ou de prétexte à des manifestations de xénophobie, d'ethnocentrisme ou d'anglophobie; par surcroît, il se nourrit souvent de mythes et se complait régulièrement dans une culture de paranoïa. Sans compter ses sursauts d'émoivité, ne serait-ce que les élans grandiloquents du Lucien Bouchard des grands jours.

La première erreur du psychiatre, qui est aussi celle de plusieurs adversaires acharnés du fait québécois, c'est de vouloir réduire le nationalisme québécois à ces sursauts d'irrationalité, de le ramener à un phénomène collectif d'aberration humaine pour en nier la légitimité. Au-delà de ses excès, la démarche québécoise repose sur des fondements historiques et sociologiques qui n'ont rien d'irrationnel, en commençant par l'existence d'une langue et d'une culture communes.

L'autre faille de ce discours canadien consiste à tenter d'analyser cette irrationalité québécoise à travers un prisme déformant: le regard même de l'Anglo-Canadien est coloré par ses préjugés et les pulsions irrationnelles de son propre nationalisme. En effet, s'il est vrai que le nationalisme québécois peut générer la déraison, c'est également vrai de tous les nationalismes et, dans le cas qui nous occupe, de celui du Canada anglais.

Le Canada n'échappe pas aux règles voulant que la quête identitaire et la recherche de valeurs communes mène aux débordements irrationnels et aux excès. La mécanique canadienne est d'une autre nature que la québécoise. Entre autres, elle n'est pas centrée sur la langue et le passé commun. Mais elle charrie autant de mythes et mène aussi facilement aux abus.

Qu'on pense à l'antiaméricanisme primaire profondément ancré dans la psyché canadienne, au refus enragé et autodestructeur de la spécificité du Québec au nom d'une vision mythique du Canada, aux racines profondes d'un sentiment antiquité québécois qui sert souvent de ciment unificateur, ou aux débordements presque hystériques de la vie politique canadienne. Par exemple, cette haine démesurée à l'égard de Brian Mulroney ou le culte quasi-religieux que suscite le Reform.

La crise actuelle ne s'explique pas par la déraison québécoise mais bien par le « clash » de deux irrationalités, de deux projets fermés, de deux refus qui mènent à l'incompréhension et à l'escalade. C'est ce qui rend la situation actuelle si explosive et si difficile à résoudre.

Les deux sociétés ont érigé en vertu cardinale la parabole de la poutre dans l'oeil.

Le drame, car c'en est un, c'est que les deux sociétés ont érigé en vertu cardinale la parabole de la poutre dans l'oeil. Nous déployons, de part et d'autre, un talent remarquable pour déceler et conspuer avec verve les dérapages et les turpitudes de l'autre nationalisme, tout en manifestant un aveuglement aussi sublime pour nier et occulter nos propres travers.

La façon dont certains médias anglophones, comme le *Ottawa Citizen*, se sont déchaînés à partir d'une pseudo-analyse de Lucien Bouchard, ou le délire paranoïaque avec lequel *Le Devoir* y a répliqué, constituent deux manifestations symétriques de la même hystérie. On a ainsi quitté le domaine de l'information et le champ de la pensée pour entrer dans celui du tribalisme primaire.

Mais avec un recul minimal, on découvrirait que les sociétés québécoise et anglo-canadienne sont proches l'une de l'autre et que leurs excès s'équivalent. Le Canada anglais s'acharne sur Lucien Bouchard? Qu'on pense au traitement odieux que le Québec réserve à Jean Chrétien. Le Canada anglais scrute à la loupe les manifestations d'un racisme qui serait inhérent à l'âme québécoise en oubliant commodément les manifestations plus brutales du sien. Le Québec tient une comptabilité indignée des affronts dont sont victimes les francophones en gommant pudiquement de sa conscience les écarts dans le traitement de ses anglophones. Les anglos ont leur affreux Howard Galganov? Souvenons-nous du succès de l'infâme Gilles Rhéaume. Le Québec français dénonce les excès du chroniqueur Bill Johnson? Les anglophones s'enragent contre les dérapages de sa consœur Josée Legault. Et ainsi de suite.

Le fait que le Québec et le reste du Canada se hérissent mutuellement est un phénomène classique. Qu'on pense aux Flamands et aux Wallons, aux siècles de tensions entre Français et Britanniques, dont il reste des traces, au sentiment anti-Yankee au Mexique. Cela ne se résorbe pas du jour au lendemain.

Il est tentant, pour les politiciens et pour les médias de jouer sur ces réflexes viscéraux de méfiance et d'hostilité. C'est le succès assuré à tout coup. Mais aucun peuple ne progressera à coups de cris primaires. Même si cela est moins populaire à court terme, nous y gagnerons tous si, avec un peu de recul et de lucidité, nous évitons de sombrer dans le tribalisme.

APRÈS AVOIR EMMÉNAGÉ À STORNOWAY, ACCEPTÉ LA LIMOUSINE ET LE COMPTE DE DÉPENSES; PRESTON MANNING NOUS EXPLIQUE SA VOLTE-FACE



DROITS RÉSERVÉS

À VOTRE TOUR

C'est la grande rentrée!

Tout le monde est revenu au bercail et a repris le collier: étudiants de tous les niveaux, éducateurs, travailleurs et employeurs, toutes catégories confondues. C'est la grande rentrée!

Radio et télévision font du tapage comme si, à chaque automne, elles allaient révolutionner leur programmation. Lancement par ci, émission spéciale de présentation par là. Beaucoup de bruit. Il faut voir ensuite ce que ça donne!

De tout temps, la presse écrite a la rentrée plus modeste. Pas de lancement. Pas de présentation spectaculaire. Mais un contenu toujours renouvelé. Un contenu largement réutilisé, chaque jour, tant par la radio que par la télévision. Nombreux sont les postes de radio qui n'ont pratiquement plus de salle de nouvelles. Leurs animateurs s'inspirent donc des articles de journaux pour alimenter leurs émissions d'affaires publiques ou de lignes téléphoniques. Souvent, sans même citer l'origine de la nouvelle qui est reprise de tel ou tel quotidien. Les journaux sont de véritables centres de documentation pour la presse électronique. Gratuits.

À *La Presse*, c'est aussi la rentrée. Celle-ci se fait par étapes puisque nous offrons constamment de nouveaux articles, de nouveaux sujets, de nouveaux champs d'intérêt à nos fidèles lectrices et lecteurs.

Dorénavant, vous saurez encore mieux ce que *La Presse* vous offrira pour vos intérêts de lecture puisque, chaque samedi, une page vous annoncera une partie du « menu » de la semaine à venir. Plusieurs lecteurs de l'édition du samedi souhaitaient depuis longtemps connaître les « spéciaux » des éditions de la semaine. Voilà! Votre voeu est exaucé. Ainsi, aujourd'hui, en consultant la page D4 du cahier des Arts et spectacles, vous y verrez ce que *La Presse* vous offre à compter de demain et pour toute la semaine prochaine. Il en sera ainsi chaque samedi.

C'est la rentrée culturelle. À l'intérieur de la présente édition, vous trouverez justement le cahier annuel qui constitue un véritable calendrier à

conserver des activités culturelles 1997-98. Le tabloïd « La rentrée culturelle 97-98 » compte 24 pages sur les spectacles, le cinéma, le théâtre, les variétés, la danse, la musique classique, l'opéra, les arts visuels, les expositions, l'humour. Conservez-le près de votre table de chevet.

Demain, ce sera la rentrée littéraire. Le cahier Livres est consacré aux grands succès attendus en librairie, cet automne. Chez Boréal, Libre Expression, Albin Michel, Québec-Amérique, Éditions du Rocher, Belfond et les autres, ça promet! Et en novembre, ce sera déjà le 20^e anniversaire du Salon du livre de Montréal auquel *La Presse* est étroitement associée. Grosse saison littéraire en vue!

Les journalistes-écrivains de *La Presse* seront nombreux à publier. Mario Roy, responsable du cahier Livres, publie son premier roman, *Cité*, chez Art Global. Mathias Brunet, journaliste aux sports, livrera une biographie de Mario Tremblay, chez Québec-Amérique. La journaliste Sonia Sarfati récidivera avec un conte pour tous. Le caricaturiste Serge Chapeau reviendra avec son *Année Chapeau*, chez Boréal. Jacques Benoit avec son *Plaisirs du vin*, chez Libre Expression. Pierre Vennat avec le tome II des *Héros oubliés*, chez Méridien. Denis Duquet et Jacques Duval avec le *Guide de l'auto*, aux Éditions de l'homme. Et quelques surprises pourraient s'y ajouter: ainsi, Rudy Lecours, Agnès Gruda, Alain Brunet, Richard Chartier, Lysiane Gagnon et André Pratte sont à rédiger chacun une oeuvre.

Dans la même édition, demain, le cahier des sports consacra quatre pages, en textes et en photos, sous la signature du columnist Philippe Cantin, aux rappels des grands moments qui ont marqué la fameuse « Série du siècle » entre l'équipe de l'Armée rouge et une équipe d'étoiles de la Ligue nationale de hockey. Et notre co-

lumnist Réjean Tremblay, de retour en début de semaine, consacra ses premières chroniques à ses souvenirs de ce moment historique de notre histoire sportive.

La page Publicité-Marketing, appréciée tant des lecteurs que du milieu de la publicité, du marketing et des communications, nous revient mercredi prochain avec un sujet de grande actualité: comment les publicitaires choisissent-ils les émissions de télévision qu'ils recommandent à leurs clients-annonceurs? Est-il préférable d'annoncer durant *La Petite Vie* ou *Omerta*, durant *Paparazzi* ou *Fort Boyard*, au cours des matchs du Canada ou pendant les bulletins de nouvelles? Le reportage de Marie-Claude Lortie nous en apprend des bonnes.

Mais un quotidien comme le nôtre est avant tout dédié aux informations d'actualité sous tous les aspects de la vie. Ainsi, afin de bien comprendre ce que vivent les gens dans leur réalité, *La Presse* vous offrira, à compter de samedi prochain, ce qui constitue probablement le plus grand sondage jamais publié sur les finances personnelles des Québécois. Vous pourrez comparer vos propres façons de faire avec vos finances avec ce qui se dégage du sondage CROP-*La Presse* effectué auprès de 1 000 Québécois. Les résultats du sondage seront publiés durant plusieurs jours. Nous avons sondé jusqu'aux intérêts des citoyens pour les ventes de garage et les marchés aux puces. Surprenant!

Et dans les semaines à venir, d'autres grands reportages! D'autres nouveautés! C'est par la qualité et la variété de ses informations qu'un quotidien comme *La Presse* veut accroître sa crédibilité, son intérêt, son influence auprès de ses lectrices et lecteurs.

Bonne rentrée à chacune et à chacun de vous, abonnés et lecteurs occasionnels!

Claude MASSON
Éditeur adjoint

LA BOÎTE AUX LETTRES

Ogre vorace?

Malgré des profits records de 372 millions de dollars pour le dernier trimestre, soit près de 23,7% de plus par rapport à l'an dernier, voilà que la Banque de Montréal augmente ses tarifs d'utilisation de ses services financiers de base et a le culot d'intituler sa brochure explicative: « Des services bancaires selon vos besoins et des économies sur mesure ».

Sous ce titre ronflant, trompeur et mensonger, la Banque de Montréal informe sa clientèle qu'elle impose une augmentation de plus de 7% de ses frais de service et, du même coup, impose à celle-ci une réduction du nombre de transactions de débits au cours d'un même mois. Et, comme si ceci

n'était pas assez, elle structure une nouvelle gamme de frais en ayant le culot de nous faire croire que ceci aurait été demandé par la clientèle. Il faut le faire, n'est-ce pas!

Il est tout simplement indécent, scandaleux et révoltant de voir agir cet ogre vorace qu'est devenue la Banque de Montréal et je me demande ce que fait l'ombudsman de cette banque pour protéger les clients de celle-ci.

Où donc s'arrêtera tout ceci et que fait le comité de la Chambre des communes du gouvernement du Canada qui étudie cette question depuis des lunes?

Après nous avoir fait croire, durant des années, que l'installation des guichets automatiques était nécessaire pour réduire les coûts, voilà que ceux-ci ne cessent d'augmenter. Après avoir communiqué avec une représentante de l'InfoService de la Banque de Montréal pour connaître les raisons de l'augmentation du coût de ces services, quelle ne fut pas ma surprise de me faire répondre que c'était parce que les autres banques avaient augmenté les leurs.

Il est grand temps que quelqu'un de responsable au gouvernement du Canada intervienne et dénonce avec la plus grande énergie l'étrangement des citoyens par ces financiers sans vergogne que sont devenues les banques canadiennes.

Rolland DAGENAIS
Brossard

Biscuits empoisonnés...



Chantal Hébert
du bureau de La Presse
OTTAWA

Hier encore, le Canada anglophone se régalaît goulument de pseudo-révélation féroces sur l'ancien premier ministre Brian Mulroney.

Dès sa publication, *On The Take*, l'ouvrage de la journaliste Stevie Cameron, devenait le livre de chevet politique par excellence d'un vaste public de langue anglaise au Canada.

Véritable réquisitoire contre M. Mulroney, le livre, qui était bâti sur la charpente précaire d'un échafaudage de suppositions, n'avancait pas de preuves solides de la multitude de malversations imputées, préférablement par association, à l'ancien premier ministre. A vrai dire, l'ouvrage somrait même parfois dans un ridicule évident.

Un exemple : pour étayer une thèse répandue mais jamais prouvée voulant que Brian Mulroney abusait de l'alcool, l'auteur révélait avec toute la gravité qui entoure normalement les crises nationales qu'il se faisait au 24 Sussex une consommation singulière... de sirop pour la toux.

Rien de cela n'a empêché le livre de s'installer au sommet des best-sellers de langue anglaise au Canada, dans sa version originale comme en livre de poche. Comme quoi, en de

telles matières, la fumée est bien plus importante que le feu.

L'histoire serait somme toute d'un intérêt limité si, dans le climat de la même époque, les avocats du gouvernement que dirige M. Chrétien n'avaient dispersé à l'étranger de graves allégations de corruption à l'égard de Brian Mulroney. Ces allégations, devait-on apprendre par la suite, reposaient davantage sur des qu'en-dira-t-on que sur des faits vérifiables.

L'incroyable légèreté de l'État canadien à l'égard d'un homme politique qui l'avait piloté pendant presque dix ans ne s'explique pas autrement que par la légende peu flatteuse qui entourait le personnage. Sans elle d'ailleurs, l'opinion se serait émue bien avant du sort kafkaïen que le gouvernement libéral réservait à la réputation d'un de ses citoyens.

■■■

Ce que le sirop pour la toux a été, hier, pour Brian Mulroney, les biscuits Arrowroot pourraient le devenir, aujourd'hui, pour Lucien Bouchard. En effet, dans l'ouvrage qu'il est à la veille de publier, le journaliste Lawrence Martin ne se contente pas du soi-disant profil psychologique réalisé à distance sur le premier ministre du Québec par un psychiatre torontois comme preuve à charge du caractère dangereux du principal intéressé. Une anecdote voulant que, du temps où il était ministre fédéral, Lucien Bouchard se soit mis dans tous ses états parce qu'il manquait de biscuits pour accompagner son goûter fait également partie des perles rares retenues pour parachever le portrait.

Comme dans le cas des élucubrations sur Brian Mulroney, l'exercice auquel se livre Lawrence Martin sur Lucien Bouchard ferait

hausser les épaules s'il ne venait étayer un diagnostic dangereux pour la suite des choses.

D'abord, la notion que les Québécois sont assez fous pour suivre le premier instable venu — à condition qu'il soit beau parleur — en plus de pouvoir servir à justifier bien des excès, n'a rien pour encourager un dialogue sain entre le Québec et le reste du Canada.

En alimentant la thèse qui veut que le dernier résultat référendaire soit un accident attribuable à un état momentané d'hypnotisme collectif plutôt que le produit de la constance de la volonté de changement d'une masse critique de Québécois, l'ouvrage en question menace de jouer un mauvais tour aussi bien aux fédéralistes qu'aux souverainistes.

Au minimum, l'idée n'a rien pour aider la cause de ceux qui, comme Daniel Johnson, plaident pour une tentative de réconciliation nationale fondée sur des ouvertures concrètes du reste du Canada susceptibles de donner une nouvelle logique à l'attachement du Québec à la fédération canadienne.

Enfin, ce faisant, Lawrence Martin fait évidemment peu de cas de l'histoire récente. Car si Lucien Bouchard, en contribuant à faire grimper l'appui de la souveraineté à presque 50 %, est un manipulateur dangereux, que faut-il penser de Robert Bourassa que 65 % des Québécois auraient été prêts à suivre sur la même voie, au lendemain de l'échec de Meech, et dont à peu près tous les observateurs informés conviennent qu'il aurait été le mieux placé pour obtenir un mandat sans équivoque pour quitter la fédération...

■■■



Brian Mulroney

Il y a une certaine ironie à voir le reste du Canada se perdre dans les méandres d'un débat sur la vulnérabilité émotive des électeurs québécois. Car, en matière de sentiments aveugles à l'égard de leaders politiques, les autres Canadiens n'ont pas vraiment besoin des leçons de leurs compatriotes du Québec.



Pierre Elliott-Trudeau

Si une bonne partie de l'opinion publique du reste du Canada n'avait pas érigé Pierre Trudeau en quasi-dieu, l'aurait-elle cru sur parole quand il lui jurait que le sabotage des Accords du lac Meech serait sans conséquence durable au Québec ?

Et si bon nombre de Canadiens n'avaient pas voulu croire dur comme fer que Jean Chrétien possédait un flair populiste à toute épreuve, auraient-ils été aussi nombreux à se laisser convaincre par lui, presque jusqu'au jour du vote référendaire d'octobre 1995, qu'il n'y avait aucun péril en la demeure québécoise ?

À l'inverse, Brian Mulroney, qui disait le contraire, a été accusé de chantage avant d'être traité de bandit de grands chemins. Et aujourd'hui, Lucien Bouchard, plutôt que le contentieux toujours en souffrance entre le Canada et le Québec, est présenté comme le plus grand danger qui ait jamais menacé le Canada.

Cela dit, il y a bien un fil conducteur dans le traitement variable que réserve une certaine opinion canadienne aux leaders politiques qui émanent du Québec. Ceux qui en véhiculent une image qui correspond à l'idée que bon nombre d'autres Canadiens voudraient s'en faire ont systématiquement meilleure audience que ceux qui parlent au reste du Canada du Québec tel qu'il est. Selon ce principe, l'ouvrage de Lawrence Martin est sans doute promis à un avenir fulgurant.

Pour les fédéralistes, la partition est une stratégie gagnante

Cette idéologie ouvre toutefois une énorme boîte de Pandore

DENIS SAINT-MARTIN

L'auteur est chercheur en politique comparée. Il est affilié au Centre d'études européennes de l'université Harvard.

Coup de théâtre ! En plein répit estival, au moment où nous sommes davantage occupés à lire de bons romans plutôt qu'à débattre de la politique constitutionnelle canadienne, voilà que dans la foulée de la rencontre des premiers ministres provinciaux au Nouveau-Brunswick, on nous somme de remettre notre cervelle au travail et de réfléchir à la question de la partition des frontières d'un Québec souverain.

Un tel défi mérite d'être relevé parce que, du moins sur le plan intellectuel, le débat sur la partition du Québec n'a jamais été véritablement engagé. Ceci soulève d'ailleurs une première interrogation : pourquoi ce débat émerge-t-il maintenant alors que la question de la souveraineté du Québec existe depuis au moins 30 ans ?

Il y a au moins deux réponses à cette question. D'une part, la stratégie de la partition est bien sûr liée aux résultats du référendum de 1995. La faible victoire des forces du NON et la volonté des souverainistes d'éventuellement tenir un autre référendum a donné naissance au développement d'un Plan B visant à définir les règles de la sécession du Québec.

D'autre part, la mince victoire du NON au référendum vient de la faiblesse du leadership du gouvernement fédéral au Québec. (...) À tort ou à raison, M. Chrétien est perçu par la classe politique québécoise, tant fédéraliste que souverainiste, comme le trouble-fête de deux événements qui ont aujourd'hui presque atteint le statut de mythe au Québec : la « nuit des longs couteaux » et l'Accord du lac Meech.

La stratégie de la partition s'explique donc en partie par le manque de crédibilité constitutionnelle du premier ministre Chrétien auprès des Québécois. Pour être juste, il faut bien dire que le problème de crédibilité du premier ministre fédéral est également dû aux legs laissés par le rapatriement de 1982, Meech et Charlotte-town. Il est difficile de proposer une option qui exige l'unanimité et qui a en plus échoué dans le passé récent. Mais, malgré cet héritage institutionnel lourd, des politiciens comme Jean Charest, par exemple, obtiennent tout de même la confiance de plusieurs Québécois lorsque vient le moment de discuter constitution. Dans ces circonstances, un changement de chef à Ottawa — l'élection des conservateurs ou plus probablement l'arrivée prochaine de Paul Martin aux commandes du Parti libéral — devrait remplir le vide laissé par l'absence de leadership du premier ministre Chrétien sur le débat constitutionnel.

Jusqu'à présent, ce vide politique a eu pour effet de transférer le débat sur des terrains juridique et militaire. Juridique parce que c'est à la Cour suprême que le fédéral s'en remet pour définir une partie de sa stratégie à l'égard du Québec. Et militaire, parce que la partition est essentiellement une question qui se règle ni par la loi, ni par la politique, mais par les chars d'assaut et les soldats.

Le discours partitionniste affaiblit et divise les fédéralistes québécois. Il serait évidemment faux de prétendre que la partition soit devenue l'option principale du gouvernement fédéral en matière constitutionnelle. Le ministre des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion,

l'a dit et redit : l'objectif premier du gouvernement est de faire reconnaître la différence québécoise comme l'une des caractéristiques fondamentales du Canada. Bien qu'il réponde aux aspirations d'une majorité de Québécois, cet objectif peut-il être atteint en même temps que le gouvernement fédéral lance le débat sur la partition du Québec ? La réponse est non car le discours de la partition mine les efforts de reconnaissance de la différence québécoise.

Comment peut-on espérer réussir à ce que le Québec soit reconnu comme un peuple ou une « société distincte » dans la constitution canadienne sans rapport de force ? Devrait-on simplement s'en remettre à la générosité et à la gentillesse de nos partenaires Canadiens ? Que l'on aime cela ou pas, depuis les années 1960, la plupart des fédéralistes québécois ont utilisé la souveraineté comme une épée de Damoclès afin de forcer la main de leurs partenaires canadiens. Cette stratégie — que Léon Dion a déjà appelée de « couteau sur la gorge du Canada » — ne date pas d'hier. (...)

Il ne fait probablement aucun doute que les sondages montrent clairement que la partition est une stratégie gagnante. Chaque fois qu'on invoque la possibilité de la partition du Québec, l'appui à la souveraineté diminue. C'est donc un angle d'attaque très attrayant sur le plan politique. Mais c'est aussi une stratégie qui a pour effet d'éliminer « l'épouvantail » souverainiste que les fédéralistes québécois ont maintes fois brandi dans leurs négociations avec le reste du Canada. Si, historiquement, les Québécois ont eu plus de succès que les Autochtones à faire entendre leurs voix au Canada, c'est en partie à cause de la menace de la « séparation » de la plus grande province du Canada. Mais si avec la partition, le territoire d'un Québec souverain correspondait à peu près aux frontières du lac Saint-Jean, il y a fort à parier que cela ne ferait pas changer d'idée ceux qui, au Canada, ont de la difficulté à reconnaître la différence québécoise.

Pour la plupart des fédéralistes québécois, la souveraineté et son postulat de l'intégrité territoriale du Québec, sont un « mal politique nécessaire » qu'ils ne désirent pas voir disparaître. Autrement dit, la souveraineté est aux Québécois fédéralistes ce que la grève est aux travailleurs. M. Trudeau aurait-il pu rendre le Canada officiellement bilingue s'il n'y avait pas eu de mouvement souverainiste au Québec ?

Or, parce qu'elle a le potentiel de réduire la « menace » souverainiste à une peau de chagrin, la partition affaiblit le pouvoir des Québécois fédéralistes au Canada. La partition divise les forces fédéralistes au Québec. Pauvre Daniel Johnson ! Plus Ottawa parle de partition, plus il rend difficile la position du chef du seul



Stéphane Dion

parti fédéraliste élu à l'Assemblée nationale. La partition force Johnson à défendre l'intégrité territoriale du Québec — donc à se ranger du côté des souverainistes — ce qui a pour effet de lancer une partie de la clientèle anglophone de son parti dans le camp des « partitionnistes ».

Dans le reste du Canada, l'émergence de l'idée de partition dans le discours politique est bien reçue et souvent présentée comme une démocratisation du débat constitutionnel. Les Québécois parlent de souveraineté depuis si longtemps, il est enfin temps que les politiciens du Canada en parlent aussi ! Soit, mais nos compatriotes devraient aussi savoir que la partition ne concerne pas seulement le Québec, mais le Canada tout entier. Si le Canada a le devoir de tendre la main à ceux et celles qui résident au Québec et qui ne voudraient pas faire partie du nouvel État souverain, il en va de même pour le Québec.

On l'a souvent répété, si le Québec s'en va, le Canada ne sera plus un pays bilingue. Cela fait d'ailleurs partie du programme de l'opposition officielle à la Chambre des communes. Dans ces conditions, on peut croire que le Québec souverain voudra lui aussi tendre la main aux francophones du Canada, du moins à ceux et celles qui ont historiquement vécu à sa périphérie (Ontario et Nouveau-Brunswick). Un tel scénario apparaît d'autant plus plausible que les francophones de l'Ontario n'ont pas hésité à récemment faire un lien de causalité entre le sort de l'hôpital Montfort et l'unité canadienne.

La reconfiguration territoriale d'un Québec souverain pourrait donc également donner lieu à la redéfinition des frontières du Canada. L'idée de partition ouvre une boîte de Pandore parce que la géographie du Canada n'est pas que territoriale, elle est aussi sociologique. Dans ce sens, lorsque le vice-premier ministre Landry dit que la partition est une idée qui porte en elle les germes de « nettoyage ethnique », il a bien raison.

Malheureusement, ses propos résonnent mal aux oreilles de ceux et celles qui se souviennent de ce que lui et son chef ont dit le soir du référendum de 1995.

Droit, démocratie et intégrité territoriale

MICHEL LABEL

L'auteur est professeur de droit public au département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal.

À l'occasion de la dernière conférence annuelle des premiers ministres, une lettre d'appui enthousiaste de Frank McKenna, premier ministre du Nouveau-Brunswick, au mouvement partitionniste du Québec fut rendue publique. Avec certains effets de toge, M. Bouchard s'indigna et répliqua entre autres à son homologue que « son intervention venait appuyer une position fondamentalement antidémocratique, que le droit international et l'histoire des peuples ont maintes fois rejetée ».

Si cette affirmation sur l'intégrité territoriale d'un Québec éventuellement souverain me semble assez juste d'après le droit international, le premier ministre québécois se trompe toutefois lourdement lorsqu'il essaye de trouver un fondement juridique sérieux à la divisibilité du territoire canadien.

Faut-il encore rappeler au député de Jonquière qu'à l'heure actuelle seul le Canada est un État souverain et que cet attribut l'autorise à utiliser tous les moyens, incluant la force, pour assurer l'intégrité de l'ensemble de son territoire.

Faut-il encore réaffirmer que le droit à l'autodétermination des peuples ne peut servir de base juridique valable pour l'accession du Québec à la souveraineté, celui-ci ne pouvant être assimilé à un territoire sous domination coloniale. Il faut donc conclure que le droit international ne peut être d'aucun secours pour l'actuel gouvernement québécois. Pour que les choses se passent dans la légalité, il faudrait qu'elles suivent tout simplement les règles constitutionnelles en vigueur.

Mais M. Bouchard sait tout cela et c'est pourquoi le débat se déplace selon les circonstances du juridique au politique à la démocratie. On comprend alors pourquoi dans sa réplique à M. McKenna le premier ministre décrit les partitionnistes comme ayant une position antidémocratique.

Je ne saurais être d'accord avec cette affirmation, car elle laisse entendre que l'Assemblée nationale serait le lieu exclusif de certains débats politiques. Je ne vois pas pourquoi un conseil municipal ne pourrait pas se prononcer sur la partition comme il se prononce sur le désarmement nucléaire, la commémoration d'un événement ou d'un personnage historique ou même sur le port d'un drapeau devant un hôtel de ville (Québec)... Non, la démocratie s'exprime par plusieurs voies : médias, syndicats, groupes d'intérêts, conseil municipal, commission scolaire, sommet socio-économique, Assemblée nationale, etc.

Mais si on élargit le débat, il faut bien comprendre que lorsqu'un gouvernement sécessionniste se dit prêt à mettre de côté les règles de droit en vigueur pour faire cavalier seul en invoquant et en voulant imposer sa propre conception de la démocratie, on est sur une pente très dangereuse. Inconscient ou illusionné, on se rapproche du jour où la rhétorique cède le pas au rapport de forces brutes. Une autruche doit savoir que sa tête ne pourra pas toujours rester dans le sable...



Frank McKenna

Plus

Il y a 60 ans, le père Legault fondait les Compagnons

HÉLÈNE JASMIN
collaboration spéciale

Hélène Jasmin est l'auteure du livre *Le père Émile Legault et ses Compagnons de saint Laurent, Une petite histoire.*

Alors, on fonde ? C'était le 31 août 1937. La naissance des Compagnons de saint Laurent. Cette phrase, lancée depuis le marchepied d'un tramway à l'angle Bleury et Craig (aujourd'hui Saint-Antoine) est restée accrochée à l'air du temps. Le père Émile Legault et son fidèle ami Roger Varin amorçaient ainsi l'aventure d'une troupe de théâtre qui allait durer 15 ans.

Cette rencontre eut lieu le lendemain d'un succès populaire : *Le Jeu de Celle qui la porte fit s'ouvrir*, pièce d'abord montée sur le parvis de l'église Saint-Laurent. Dans le cadre des Fêtes du 150^e anniversaire de la consécration de l'église, le curé Théorêt avait suggéré à son jeune vicaire, enseignant et responsable du théâtre étudiant au collège : « Faudrait pourtant réveiller l'enthousiasme de nos bons paroissiens... On pourrait monter du théâtre comme ça se fait en France. » Fin août 1937, ce grand *Jeu* sera repris sur le parvis de l'église Notre-Dame.

Les Compagnons de saint Laurent (notez le petit « s » et l'absence de trait d'union, car, bien qu'étant née à Saint-Laurent, la troupe était vouée à Laurent, le saint) se consacrent d'abord au théâtre religieux, ou du moins à savoir morale chrétienne. À l'époque, dans les collèges et les couvents, on joue du Ghéon ou du Racine ; d'ailleurs, c'est par le théâtre étudiant que le père Émile découvre Henri Ghéon, dramaturge français prolifique.

Né sous le signe du Bélier (Émile n'avait rien à son épreuve, répète encore son jeune frère, le père André Legault), être impétueux et rassembleur hors pair, Émile Legault décide d'écrire à Henri Ghéon pour lui demander une création exclusive. « Je suis très séduit par votre proposition d'écrire un saint Laurent pour vous et d'aller le monter moi-même », s'empresse-t-il de répondre. Sur les terrasses du collège de Saint-Laurent, *Le Jeu de saint Laurent du fleuve* est interprété dans les rôles principaux par Marguerite Groulx, Roger Varin, François Zalloni... La pièce remporte un vif succès ; selon le père Legault, le public était fasciné par cette nouveauté.

Septembre 1938, bénéficiant d'une bourse du gouvernement du Québec, Émile Legault traverse « la grande tasse » (dit le fondateur des Compagnons), s'embarquant sur l'*Empress of Australia*, un magnifique transatlantique de la série des *White Empress* du Canadien Pacifique.

Des artisans

De retour d'un long séjour européen au cours duquel il a vu énormément de pièces de théâtre, assisté à des ateliers, rencontré des grands noms rattachés à la belle époque du théâtre français, le père Legault décide d'ouvrir l'éventail et opte pour le théâtre tout court. Ainsi choisit-il de monter *Le Misanthrope*, de Molière, avec Paul Dupuis (un de ses anciens élèves au collège) dans le rôle titre et une jeune Célimène du nom de Marie Lambert.

Dans la vision de Legault, il faut creuser le sillon dramatique au Canada français, dépoussiérer le théâtre, offrir les classiques et la poésie à l'homme de la rue aussi bien qu'à l'élite de l'esprit et aux classes plus aisées. Fortement inspiré du nouveau dramatique amorcé en France au théâtre du Vieux-Colombier par Jacques Copeau, le père Legault regroupe des jeunes gens et jeunes filles ayant en commun le feu sacré du théâtre. S'il leur donne un jour tel grand rôle, et la fois suivante tel rôle secondaire, c'est qu'il refuse tout vedettariat.

Revenir à la genèse du théâtre. Jouer avec masques ou demi-masques. Et surtout, protéger l'anonymat. À l'époque, dans les programmes des Compagnons, seuls figurent les noms des personnages. Évidemment, le public reconnaît les voix radiophoniques des Paul Dupuis, François Bertrand... Il arti-



Alors, on fonde ? C'est par cette phrase, lancée depuis le marchepied d'un tramway à l'angle Bleury et Craig que le père Émile Legault amorçait l'aventure d'une troupe de théâtre qui allait durer 15 ans.

À droite, du Molière avec Denise Vachon, Florent Forget, Jean Coutu et Thérèse Cadorette.



La ménagerie de verre mettant en scène Thérèse Cadorette et Guy Provost. À droite, en tournée dans les Laurentides, avec leur fameuse roulotte. On reconnaît les Legault, Coutu, Cousineau, Boisjoli, Cadorette...

ve parfois que les critiques trahissent cet anonymat.

« Le R.P. Émile Legault, c.s.c., nous a révélé hier soir un si bel Alceste (...) que tout de suite je me hâte pour en oublier le remords de trahir l'anonymat cher à ces Compagnons de saint Laurent. Cet admirable Alceste, le meilleur que l'on puisse trouver chez nous dans les rêves les plus fantastiques, se nomme Paul Dupuis. » (Jean Béraud)

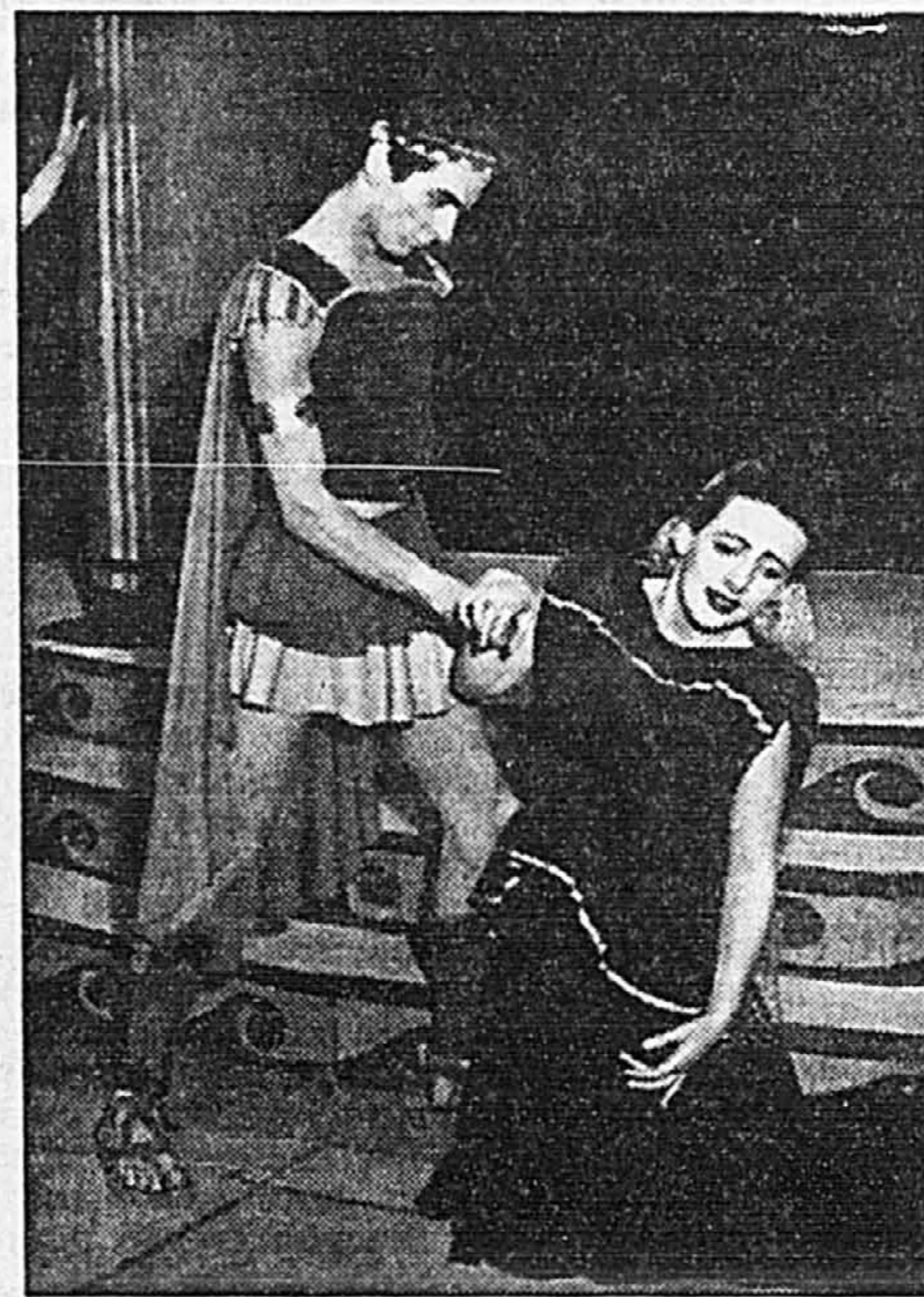
Un soir, alors que les Compagnons doivent présenter *Le Barbier de Séville* au Palais Montcalm, l'arrivée des costumes et éléments de décor retarde. Alors le directeur monte sur la scène et se met à improviser, pendant environ une demi-heure. Le public est sous le charme. Ce qui fait dire malicieusement à certains Compagnons que... chez les Compagnons, on est tous anonymes... sauf le père !

Au service de l'art

« L'important est de maintenir le climat de vrai compagnonnage. Fusion des âmes. Chacun doit travailler à la cause commune, en total désintéressement. » Voilà ce qu'écrivait le père Legault dans un numéro de la revue *L'Action catholique* (juin 1938). Pour lui, anonymat et compagnonnage vont de pair et demeurent essentiels pour préserver l'esprit de l'équipe.

Des ambitions immenses, des moyens modestes. Un effort qui s'inscrit à la suite de celui qui poursuivent en France les Compagnons de Jeux, en Belgique les Compagnons de saint Lambert. Un groupe qui se recrute exclusivement parmi des acteurs non profes-

En bas, Jean Coutu et Denise Vachon interprétant *Andromaque*.



PHOTOS FONDS D'ARCHIVES DES COMPAGNONS

sionnels. Par exception, la troupe fait appel à des comédiens professionnels.

Ainsi le père Legault invite Sita Riddez pour jouer *Athalie*, Ludmilla Pitoeff pour monter et interpréter du Claudel, les Denise Pelletier, Huguette Oligny, Robert Speaight, Marthe Thierry qui, respectivement, modèle une duchesse folle dans *Leocadia*, danse allègrement *La Savetière prodigieuse*, interprète pour la millième fois le *Meurtre dans la cathédrale*, joue avec tant d'intensité la mère éplorée dans *Noces de sang*...

Une époque charnière

« Je reviens volontiers à ma comparaison d'une cathédrale dramatique, écrit le directeur de la troupe dans *Les Cahiers des Compagnons* (nov-déc 1944). Nous rêvons, nous aussi, d'un théâtre national. Non pas tant d'une construction matérielle (...) mais d'un climat dramatique, d'une substance dramatique de la plus solide qualité : tout un peuple qui se reconnaît par le haut de l'âme ». Plus loin il parle de « déblayer le terrain où élever l'admirable cathédrale ».

Le père Émile parle avec enthousiasme des jeunes qui l'entourent : « Ils savent qu'ils en sont encore aux premiers défrichements d'un métier jamais entièrement maîtrisé, d'une oeuvre à peine ébauchée. Stanislawski, à soixante ans, avait n'être qu'un élève à l'école innombrable du monde. »

Ces jeunes Compagnons et Cadorette, Jean Gascon, Marguerite Groulx, Georges Groulx, Lucille Cousineau, Jean-Louis Roux, Charlotte Boisjoli, Yves et Jacques Létourneau, Denise Vachon, Guy Pro-

vost, Renée et Marcelle David, Bertrand Gagnon, Hélène Loisel, Florent Forget, Jean Coutu, Colette Courtois, Gaétan Labrèche, Guy Hoffman, Louis de Santis...

Différentes équipes se succèdent entre 1937 et 1952 et les Compagnons continuent de présenter leur théâtre de répertoire sur un nombre incalculable de scènes. Lentement, difficilement ou joyeusement, ils ouvrent la voie. C'est une époque charnière qui conduit à la modernité.

D'Outremont à Vaudreuil, de l'Ermitage au Gesù

En novembre 1943, Félix Leclerc écrit dans le Bulletin de la troupe : « Les Compagnons sont au service de la beauté, c'est pourquoi ils dureront. » Leclerc jouera peu chez les Compagnons, mais il demeurera très près d'eux, partageant les angoisses et les plaisirs de ce bouillonnement artistique. Pour eux il écrira notamment *Maluron*.

Au sous-sol de la vaste résidence acquise au milieu des années 40 par la troupe à Outremont (angle Champagne et Saint-Viateur), Leclerc et son épouse Andrée Viens ont leurs appartements (la maison abrite bibliothèque, chapelle, salle de répétition...) et l'artiste Charles Daudelin son atelier au sous-sol.

Les Daudelin, Jean Fournier de Bellevil, André Jasmin, Jean-Paul Ladouceur, Robert Prévost sont tous à tour sollicités par Émile Legault pour concevoir décors et costumes, qu'il s'agisse d'un Molière, d'un Musset ou d'un Lorca.

Lorsqu'en 46, les Compagnons choisissent de monter pour une première fois du Shakespeare, les Jean Gascon et Jean-Louis Roux

convainquent le père Legault de passer la commande à un jeune peintre déjà connu à Paris : Alfred Pellan. Il a environ un mois (!) pour recréer le monde fabuleux du *Soir des rois* (ou *Nuit des rois*, selon la traduction). Plus encore, le directeur des Compagnons commande de la musique de scène à Claude Champagne, Pierre Mercure, François Morel, Otto Joachim. Bref, il sait s'entourer !

Après l'épisode de la « commune d'Outremont », comme se plaisent à le rappeler encore certains Compagnons, ce sera la folle aventure dans Les Chenaux, à Vaudreuil. Le père rêve de fonder un village de comédiens en pleine nature. L'abbé Lionel Groulx lui en donne l'occasion en lui signalant un domaine tout au bout des Chenaux. On y répète dans l'allégresse *Antigone*, puis *Les Précieuses Ridicules*...

Antigone sera l'un des émouvants succès des Compagnons. En France, Charles Dullin affiche ce classique (adaptation de Cocteau, décors de Picasso, musique d'Honegger et costumes de Chanel). À New York, la grande Katherine Cornell monte sur scène. Après une représentation, elle accueille dans sa loge *l'Antigone* et le premier *Créon* des Compagnons (Thérèse Cadorette et Jean Gascon), le père Émile y ayant amené ses principaux interprètes.

Après avoir joué à l'auditorium du collège de Saint-Laurent, la troupe du père Legault monte sur la scène de l'Ermitage, à Côte-des-Neiges, puis inaugure une salle appréciée de tous : le Gesù. Plus tard, les Compagnons auront le plaisir d'avoir leur propre théâtre dans les murs d'une petite église protestante (Sherbrooke et De Lorimier) qu'ils transformeront eux-mêmes. Cependant, pour le grand public, les Compagnons sont aussi synonymes de spectacles à grand déploiement tels le *Mystère de la Messe* présenté sur les plaines d'Abraham ou le *Jeu de Notre-Dame* interprété au Forum de Montréal.

Du théâtre pour enfants

C'est au Théâtre des Compagnons que la troupe lancera son théâtre pour enfants. Si le triomphe d'Eugène Labiche, auteur du *Voyage de Monsieur Perrichon*, tient aux performances des Guy Hoffman (Perrichon), Yves Létourneau et son frère Jacques, Gabriel Gascon, Gaétan Labrèche, si on doit le succès de *Federigo* à Coutu et Cadorette, si les jeunes premières telles Hélène Loisel (la Juliette, de Shakespeare, et Sylvette, dans *Les Romanesques* d'Edmond Rostand) ou Denise Vachon émeuvent et séduisent, les Compagnons ouvrent aussi la voie à d'autres comédiens dans un domaine pratiquement inexploré alors : le théâtre pour enfants.

Peut-être *Les Aventures de Babar* sont-elles de quelque manière à l'origine des formidables émissions radiocanadiennes pour les jeunes... Dans ce *Babar* de Léon Chancerel (interprété par Louis de Santis, notre futur Bim national !), les jeunes étaient fascinés par la vieille autruche Émilienne (Colette Courtois), et le merveilleux dompteur (Guy Hoffman)...

Un prêtre canadien français qui fonde une troupe de théâtre de répertoire dans les années 30, c'était plutôt inusité. Les Compagnons de saint Laurent ont monté près d'une centaine de pièces, donné plus de 700 représentations, non seulement à Montréal, Québec et Ottawa, mais dans les villages reculés de la Belle Province, dans les Maritimes et même en Nouvelle-Angleterre.

Ils ont donné un coup de pouce formidable aux comédiens, metteurs en scène, réalisateurs, techniciens, décorateurs et autres artisans de la scène. Mais, faute de fonds, en 1952 la troupe disparaît, après avoir été longuement et généreusement soutenue par la communauté des pères de Sainte-Croix. Cependant, elle essaie : la télévision voit le jour, des compagnies théâtrales s'établissent. Le paysage dramatique est-il façonné pour l'avenir ?

L'instinct du théâtre ; Émile Legault et les Compagnons de saint Laurent est en exposition au Musée d'art de Saint-Laurent jusqu'au 5 octobre prochain.

Plus

Durcissement des médias à l'endroit de Lucien Bouchard

Le 'scoop' de son profil psychiatrique ne serait que la pointe de l'iceberg



Gérald LeBlanc

dé au rédacteur en chef du *Citizen*, Neil Reynolds, et à deux anciens journalistes devenus professeurs d'université, Peter Desbarats et Florian Sauvageau.

Une grosse nouvelle

Disons d'abord que Neil Reynolds jouit d'une excellente réputation, acquise au *Whig Standard* de Kingston et au *Telegraph* de Saint John, deux quotidiens qui ont excellé sous sa direction.

« L'existence d'un portrait psychiatrique de Lucien Bouchard, fait par une sommité canadienne et consulté par les collaborateurs de Jean Chrétien, était une très grosse nouvelle, comme on peut le constater depuis une semaine » souligne d'abord M. Reynolds.

« On ne peut juger de l'équité d'un traitement en regardant la production d'une seule journée. Certes, toute l'histoire n'était pas révélée dès le samedi, mais le reste a suivi car on publie un journal chaque jour. »

« Le but n'était pas d'en faire une charge mais de lancer avec éclat une importante affaire. Avez-vous lu notre éditorial de mercredi ? » (On y met en doute le fait que M. Chrétien n'ait pas été mis au courant du portrait de Rakoff.)

« J'espère que vous ne pensez pas que mon action soit motivée par une intention politique inavouée, par l'envie d'abattre l'ennemi. Mon passé, particulièrement au *Telegraph* de Saint John, prouve le contraire. Tout ce qui m'intéresse, c'est de 'sortir' de l'information et de vendre des journaux. »

Bouchard est un fou

Peter Desbarats, lui, n'aime pas ce genre d'histoire. « Derrière le traitement du *Citizen*, dit-il, on sent poindre le message que Bouchard est fou — on emploie plutôt des mots comme instable et inconstant — le tout renforcé par les photos du personnage. »

« Toute cette affaire reflète et renforce le durcissement de l'opinion publique canadienne à l'endroit du Québec. On peut soulever la question de la poule ou de l'oeuf mais il me semble que ça ne peut mener qu'à un conflit armé. »

M. Desbarats estime toutefois



« Derrière le traitement du *Citizen*, on sent poindre le message que Bouchard est fou — on emploie plutôt des mots comme instable et inconstant — le tout renforcé par les photos du personnage... »

Pour le journal du samedi, le plus lu de la semaine, on présente, en vitrine à la UNE, une grosse nouvelle, exclusive si possible.

Samedi dernier, le quotidien *Ottawa Citizen* croyait sans doute tenir le 'scoop' de l'année, si l'on en juge par le traitement accordé à sa nouvelle, qui couvrait le haut de la UNE et était illustrée de quatre sombres photos de Lucien Bouchard.

En manchette, on pouvait lire : « La secrète analyse fédérale de l'esprit inconstant de Bouchard ». Dans le paragraphe de présentation, on précisait : « Le premier ministre du Québec est-il instable ? Dans un extrait publié dans le *Saturday Night*, l'auteur Lawrence Martin révèle le profil du leader charismatique tel que dressé par un psychiatre. »

Dans l'article, on nous apprenait que le docteur Vivian Rakoff, un psychiatre renommé de Toronto, qualifiait de « troubles esthétiques de caractère » le mal dont souffrait Lucien Bouchard.

« Toute cette affaire reflète et renforce le durcissement de l'opinion publique canadienne à l'endroit du Québec... »

Le scoop a retenu l'attention des médias durant toute la semaine, se dégonflant à mesure qu'on apprenait que c'est en tant que militant libéral antiséparatiste et non comme psychiatre que M. Rakoff avait dressé ce portrait, convenant finalement à tous les politiciens comme le soulignait le caricaturiste du *Toronto Star*.

Le *Citizen* a-t-il présenté cette nouvelle de façon équitable ? S'agit-il de la pointe de l'iceberg d'un traitement biaisé des nationalistes québécois par les médias du Canada anglais ?

C'est ce que nous avons deman-

qu'il s'agissait d'un excellent matériel journalistique, sans doute le plus spectaculaire du livre de Martin, qu'on devait utiliser pour alimenter le débat.

« On sent, en outre, la connexion *Saturday Night - Citizen*, tous deux propriété de Conrad Black qui a recruté Reynolds, de nouveaux types de dirigeants, qui favorisent la ligne dure, non seulement sur le Québec mais sur les questions économiques et sociales. Des gens de droite qui aiment le journalisme engagé. »

« N'oubliez pas que lorsqu'il dirigeait le *Whig Standard*, Reynolds avait envoyé un journaliste en Afghanistan pour aider la fuite de résistants. Un exploit pour un petit journal ! Le tout parce que Neil détestait les communistes ! »

Dangereuse escalade

Florian Sauvageau de l'université Laval, à Québec, rejoint son collègue de Western Ontario, à London : « On est entré dans une guerre dont les médias font partie. La publication de ces extraits dans

le *Saturday Night* et le *Citizen* semble orchestrée : une opération de mise en marché ou une opération politique ? »

« On aurait envie de se demander si Black a décidé de faire la guerre à Bouchard. Mais il faut aussi dire que Gilbert Lavoie du *Soleil*, aussi propriété de Black, a durement dénoncé la manœuvre. »

« On sent l'escalade, on sent que les médias contribuent à l'incendie, annoncent et préparent l'apocalypse. L'article de samedi dans le *Citizen* ne pouvait servir qu'à renforcer le sentiment que Bouchard est illuminé et dangereux. Si la presse écrite se met au diapason des lignes ouvertes, on n'est pas sorti du bois. »

« Si on continue à semer la haine, que va-t-on récolter ? »

La pointe de l'iceberg

Parlant du durcissement des médias du Canada anglais, il faut souligner que le traitement de l'affaire Bouchard par le *Citizen* — on y a aussi utilisé en première page l'expression « discours infâme » pour

qualifier le discours de de Gaulle et « une société où les prêtres prêchaient la haine des juifs » pour décrire la société québécoise des années 40 — n'est que la pointe d'un iceberg plus inquiétant.

On est surpris d'apprendre que le « columnist des affaires québécoises » des quotidiens *Sun* est Bill Johnson, un combattant de la partition du Québec avec Howard Galganov — qui animera une ligne ouverte à Montréal — et Diane Francis — « irrationnelle sur le Québec » selon Desbarats — ou que le *Saturday Night* présente un article de Mordecai Richler sur les nationalistes québécois en ces termes : « Ils ont menacé, menti et triché, et pourtant les séparatistes n'ont pas gagné leur référendum. Ils ont toutefois encore des trucs en réserve. »

Quand Jeffrey Simpson du *Globe* y va de la mise en garde suivante — « connaissant les procédures de filtrage des médias du Québec » — on a envie de lui demander de nous éclairer sur l'objectivité des médias du Canada anglais.

Encore quatre mois d'activité fébrile à Queen's Park!

Le gouvernement Harris veut avoir les mains libres au printemps 1998 pour annoncer des bonnes nouvelles préparatoires aux élections de 1999

GÉRALD LeBLANC
QUEEN'S PARK, Toronto

Que ce soit à Ottawa, Toronto ou Québec, les parlements ressemblent à de gros collèges : les pensionnaires (députés, fonctionnaires et journalistes) y forment une grande famille, souvent coupée du reste de la société.

Dans le « Palais Rose » de Queen's Park, le pensionnat est ouvert à l'année longue, depuis l'arrivée de Mike Harris et de sa Révolution du bon sens. La session de printemps avait commencé en janvier et celle d'automne s'est ouverte en plein mois d'août.

Dès le premier jour, on a expulsé une centaine de leaders syndicaux qui protestaient, du haut des tribunes, contre le dépôt du projet de loi 136 qui retirera le droit de grève durant la négociation de la première convention collective du nouveau secteur public.

Mais l'on a aussi fraternisé autour d'une bière, au *Hughes Bar*, pour marquer le départ d'un valeureux membre de la confrérie, William Walker, chef de bureau du *Toronto Star* qui démissionnait, la semaine dernière, à la colline parlementaire d'Ottawa.

Le président de l'assemblée, les députés du pouvoir et de l'opposition et plusieurs ministres, dont Mike Harris lui-même, sont passés saluer Monsieur Scoop, le surnom de William, à qui rien n'échappe, comme à notre collègue Denis Lessard à Québec.

Une belle occasion de voir au naturel l'équipe conservatrice, aussi loin de l'intelligentsia universitaire que du sanctuaire de la grande entreprise. Sous la gouverne du notable de North Bay, ce sont les chevaliers de la PME qui ont pris le relais.

L'échéance du premier janvier

William Walker m'a alors expliqué que le gouvernement Harris, le premier vrai gouvernement de droite en Ontario depuis 50 ans, voulait remettre la province là où elle était avant le passage des libéraux et néo-démocrates, de 1985 à 1995 — « la décennie perdue », selon Mike Harris.

« Les conservateurs ont placé le premier janvier 98 comme échéance pour la mise en place des structures du nouvel Ontario. C'est par stratégie qu'on a tout placé au début de 98 (commissions scolaires réduites, municipalités fusionnées de force, fermeture d'hôpitaux, nouveau rôle d'évaluation...).

« On ne voulait pas que les réformes traînent en longueur car on voulait avoir les mains libres au printemps 98 pour entamer la période de la détente et des bonnes nouvelles préparatoires aux élections de 1999. »

D'après le courtiériste du *Toronto Star*, on peut donc s'attendre à une session houleuse et à une activité fébrile jusqu'à la toute fin de l'année, car il reste beaucoup de travail sur le métier.

« On est toujours prêt à écouter ceux qui veulent nous aider à effacer le déficit et réduire de 30 % les impôts », répète inlassablement Mike Harris, pour bien indiquer qu'il garde le cap sur les deux grands objectifs de la Révolution du bon sens.

La grogne de la troupe

Le gouvernement Harris est en quelque sorte prisonnier de son échéancier qu'il ne peut modifier sans mettre en péril l'ensemble de son programme, surtout la baisse de 30 % de l'impôt sur le revenu des particuliers, dont la moitié reste à venir.

Pendant ce temps, les députés ruent dans leurs circonscriptions où de plus en plus d'électeurs commencent à sentir les effets des coupes draconiennes effectuées depuis deux ans et demi.

Depuis deux semaines, on retrouve chaque jour, dans les quotidiens de Toronto, les lamentations de l'un ou l'autre député sup-



« On est toujours prêt à écouter ceux qui veulent nous aider à effacer le déficit et réduire de 30 % les impôts », répète inlassablement Mike Harris.

pliant le premier ministre de ralentir la machine. Pendant que Tom Long, l'un des principaux architectes de la Révolution du bon sens, prône la fermeté, d'autres, comme le vétéran Hugh Segal, souhaitent moins de confrontation et un peu plus de compromis.

Ce ras-le-bol s'exprime dans les sondages, où le rythme des changements et le manque de consultation sont particulièrement décriés. Dans de récentes enquêtes, les firmes Angus Reid et Environics plaçaient les libéraux quelque dix points en avance des conservateurs, autour de 40 à 30 %, les néo-démocrates demeurant stables, légèrement au dessus des 15 %.

C'est mieux que lors du début de la campagne électorale reportée par Mike Harris en 1995. Selon Environics, 61 % des répondants croient le gouvernement dans la bonne

direction, même si l'on n'apprécie pas toujours les effets de son action.

Les pelures de bananes

Les stratèges de la nouvelle machine bleue de l'Ontario pousseront un grand cri de soulagement au tournant de l'année, si aucun imprévu ne vient faire dérailler le lourd convoi conservateur.

Ils espèrent surtout être épargnés par les pelures de bananes, ces tuiles inattendues qui font souvent tomber les gouvernements, telles le désastre de Hydro-Ontario et le procès de la révolte indienne d'Ipperwash.

Mike Harris ou ses collaborateurs pourraient être appelés à justifier l'ordre transmis aux policiers d'évacuer le parc Ipperwash, évacuation qui a entraîné la mort d'un autochtone.

Quant aux révélations sur la gabegie qui entrainera des dépenses de plusieurs milliards pour remettre en ordre les réacteurs nucléaires de la province, on ne sait trop si le gouvernement s'en attriste ou s'en réjouit.

On s'est empressé de dire que Hydro Ontario pourrait absorber le coup sans hausse de tarifs — Mike Harris a promis qu'il n'y en aurait pas durant les cinq années de son mandat.

Par ailleurs, le gouvernement doit rendre publique d'ici la fin de l'année son étude sur la privatisation du géant de l'hydro-électricité. Selon l'évaluation, on pourra toujours évoquer les problèmes d'Hydro pour accélérer ou retarder la privatisation, comme le soulignait la semaine dernière William « Scoopie » Walker.

L'attaque surprise pourrait venir des évêques catholiques, de qui relève le tiers des Ontariens, dont la commission des affaires sociales se réunit en septembre pour examiner les effets de la Révolution du bon sens sur le « tissu social et spirituel » des Ontariens.

Plus

Le Canada renoue avec le Niger

Le coup d'État de janvier 1996 avait conduit Ottawa à geler son aide directe à Niamey



Réal Pelletier

L'Afrique en avait vu d'autres : n'empêche, même s'il fut perpétré sans effusion de sang, le coup d'État qui avait porté le colonel Ibrahim Baré Mainassara à la tête du Niger le 27 janvier 1996 avait conduit le Canada à bloquer l'aide bilatérale à ce pays, l'un des plus mal en point de la planète. Et le caractère frauduleux de l'élection présidentielle qui a suivi, confirmant le militaire à la tête de l'État, n'a rien fait pour corriger la situation.

Comment expliquer alors qu'Ottawa, selon ce que *La Presse* a appris de sources diplomatiques cette semaine, est disposé à reprendre la coopération avec Niamey, du moins dans les secteurs, vitaux pour le pays, de la santé et de l'éducation ?

Ottawa et Washington avaient vertement critiqué le coup de force de janvier 1996, les deux capitales retirant leur aide directe à ce pays de neuf millions d'habitants dont le revenu annuel est, à 260 \$ US par personne, l'un des plus bas au monde.

Avec la complicité d'une partie de la classe politique nigérienne,

Ibrahim Baré avait profité des déchirements qui ont marqué la cohabitation tumultueuse entre le président Mahamane Ousmane et le premier ministre Hama Amadou pour prendre les rênes du pouvoir, le pays étant devenu, de l'avis des putschistes, « ingouvernable », une évaluation que partageant, aujourd'hui encore, même des adversaires du président Baré.

Le Niger en était alors à quatre ans de régime démocratique sous un président élu, après trois décennies de régimes plus ou moins dictatoriaux qui ont suivi l'accession du pays à l'indépendance. Ce qui déçoit profondément — et ce qui inquiète pour l'avenir — une partie de la classe politique nigérienne acquise à la démocratie, c'est que l'imbroglie constitutionnel où le pays en était arrivé en 1995 n'ait pu être démonté par les voies normales de la négociation.

« Le pays, dira un journaliste nigérien, a une longue tradition de régime autoritaire et quatre ans de vie démocratique n'auront pas suffi à insuffler les nouveaux réflexes nécessaires au bon fonctionnement de l'État. Le problème, c'est qu'il faut encore une fois repartir à zéro dans la construction de la démocratie. Et qu'on ne peut pas perpétuellement remettre le compteur à zéro, parce que les gens n'y croiront plus. La gravité du geste de Baré ne réside pas tellement dans la façon dont il conduit effectivement les affaires de l'État, mais dans le message qu'il envoie à d'autres : un coup d'État peut vous mener au pouvoir. »

Bien en selle

De fait, le président Baré paraît bien en selle, s'étant entouré de ministres d'origine politique diversifiée, plusieurs ayant servi sous divers gouvernements par le passé. Habile, l'opération a affaibli l'opposition.

Le seul personnage dominant vis-à-vis de qui il prend ses distances — celui qu'il craint le plus à cause de ses fortes assises populaires régionales — c'est l'ancien président élu et évincé, Mahamane Ousmane. Celui-là, le président Baré veut le traîner en cour pour une affaire de présumés détournements de fonds : Taiwan poursuit le Niger quant à l'utilisation de 10 millions de dollars consentis à ce pays sous le président Ousmane.

Et c'est parce que Ibrahim Baré est bien en selle pour trois ans, et parce que le pays continue d'accuser des retards dramatiques dans son développement en matière de santé et d'éducation que le Canada, confie un diplomate canadien, a choisi de reprendre son aide directe au Niger.

Avant le coup d'État, l'aide d'Ottawa se chiffrait à 8,6 millions de dollars, soit 4,1 millions en aide bilatérale, le reste empruntant les canaux de l'aide multilatérale qui, elle, a été maintenue. C'est l'aide bilatérale qui a été stoppée après le coup de force et c'est cette aide qui va reprendre mais dans des programmes bien précis, « des petits programmes destinés principalement à l'enseignement, surtout pour venir en aide aux filles », dira une source. Et la reprise sera modeste, « guère plus d'un million pour la première année ». Peut-être des petits programmes de santé pu-

bliques s'ajouteront-ils aux premiers.

Le FMI entre en scène

Ce qui est moins explicite toutefois dans l'argumentation canadienne à l'appui d'une reprise de l'aide, c'est le poids considérable exercé désormais dans la marche effective des affaires au Niger par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Les deux institutions paraissent aujourd'hui avoir carrément mis la main sur la gestion des affaires au Niger, par régime Baré interposé.

Le protocole d'accord intervenu il y a quelques semaines entre le FMI et le gouvernement du Niger — et dont *La Presse* a obtenu copie — englobe la presque totalité de la gestion du pays, posant des balises à tous les tournants, et contraignant Niamey à privatiser à des degrés variables 23 entreprises d'État.

Le programme touche quatre entreprises de premier plan : la SNE (Société nationale des eaux) ; la NIGELEC (Société nigérienne d'électricité) ; la SONITEL (Société nationale des télécommunications du Niger) ; et la SONIDEP (Société nigérienne d'importation de produits pétroliers).

Pour ce qui est des affaires courantes, c'est l'organisation et le fonctionnement de toute la fonction publique qui sont touchés. Mises à pied (avec compensations), programmes de départs volontaires, baisses de salaires et de traitements, rationalisations en tout genre viennent frapper l'État, principale activité économique d'un pays qui vit d'agriculture et d'élevage encore à 90 %.

Une « cellule technique » placée

sous la supervision immédiate du ministre des Finances est chargée du suivi de l'ensemble du programme et doit faire rapport très régulièrement au FMI de la marche des événements.

Le Niger en est là. Dans les années 80, les revenus tirés de la vente d'uranium avaient permis au pays de commencer à se doter d'infrastructures aussi élémentaires qu'un réseau routier. Toutefois, le prix de l'uranium a chuté ces dernières années, sous l'effet combiné de la lutte environnementaliste contre le nucléaire et la fin de la guerre froide qui a arrêté — momentanément du moins — la course aux armements nucléaires. Or l'uranium constituait — et constitue toujours — la source à peu près exclusive de revenus notables à l'exportation.

Dans l'intervalle, les activités de base que sont l'agriculture et l'élevage ont considérablement souffert de la sécheresse qui se fait de plus en plus mordante, témoin d'une désertification croissante du pays.

Une quinzaine de programmes d'exploration aurifère sont en cours, certains assumés par des sociétés canadiennes. De nouveaux forages pétroliers vont se faire. Enfin, on a ressorti de vieux projets d'aménagement hydroélectrique sur le fleuve Niger, en ayant à l'esprit une plus grande autonomie énergétique (la grande majorité de l'électricité consommée au Niger vient du Nigeria voisin, qui donne des signes de pénurie) et une meilleure productivité agricole par l'irrigation.

L'auteur s'est récemment rendu au Niger à l'invitation du gouvernement du Niger.

Seyed Khatami entreprend de changer l'Iran

FRED A. REED

collaboration spéciale

Spécialiste du Moyen-Orient, l'auteur a publié *Persian Postcards: Iran after Khomeini* et *Salonica Terminus, Travels into the Balkan Nightmare* chez Talonbooks.

Trois mois après avoir été plébiscité triomphalement à la présidence iranienne avec 70% des voix à la faveur du « scrutin de la liberté », M. Seyed Mohammad Khatami a fait entériner son nouveau Conseil des ministres par le madjlis.

La résistance appréhendée du parlement islamique à forte majorité conservatrice s'est en effet transformée en pétard mouillé.

L'enjeu fut capital dans un pays qui croit avoir trouvé, dans le personnage souriant du rais au turban noir, un répit face aux rigueurs idéologiques et économiques de presque 20 ans de régime islamique. Les foules en liesse qui acclament M. Khatami partout témoignent, d'une manière on ne peut plus limpide, des attentes des Iraniens, surtout celles des couches populaires qui avaient tout sacrifié sans récompense jusque-là.

« Je tiendrai parole, a-t-il déclaré dans son discours inaugural. Les priorités demeureront le respect de la loi, la liberté d'expression, la participation publique aux affaires du pays, et l'indépendance nationale. »

L'après clergé

Si la Révolution islamique de 1979 a marqué la fin du régime du chah, explique M. Mostafa Rokhsafat, éditeur d'une revue culturelle de la capitale, l'élection de Mohammad Khatami a sonné le glas du règne d'un certain clergé « fanatique ».

« Désormais, les mollahs doivent abandonner leurs prétentions de tout faire et de tout dicter », dit-il.

Même souffle d'optimisme chez ceux qui ont souffert de la vindicte des clercs pince-sans-rire. Écrivant dans l'hebdo allemand *Der Spiegel*, M. Abbas Ma'roufi, éditeur exilé de la revue *Gardoun*, ferme il y a deux ans pour avoir osé critiquer les excès du régime, ne cache pas son espoir.

« Est-ce que cet homme sera un président accessible ? Cherchera-t-il le dialogue ? Respectera-t-il vraiment la volonté des citoyens ? Autant que je sache, la réponse est oui. Il y a lieu d'être optimiste. »

Une iranienne ministre

Non seulement le nouveau Conseil des ministres comprend-il, pour la première fois de l'histoire iranienne, une femme (Massoumeh Ebtekar, âgée de 36 ans), mais M. Khatami avait également refusé le jeu traditionnel de négociations préalables avec les instances parlementaires.

Geste très apprécié par la population, chaque nouveau ministre a publiquement exposé son programme par le biais de la presse partout au pays. M. Khatami a affiché ainsi son goût marqué pour l'indépendance et un certain sain mépris à l'égard du président de la chambre, Nateq-Nouri, le candidat néo-fasciste qu'il a nettement battu.

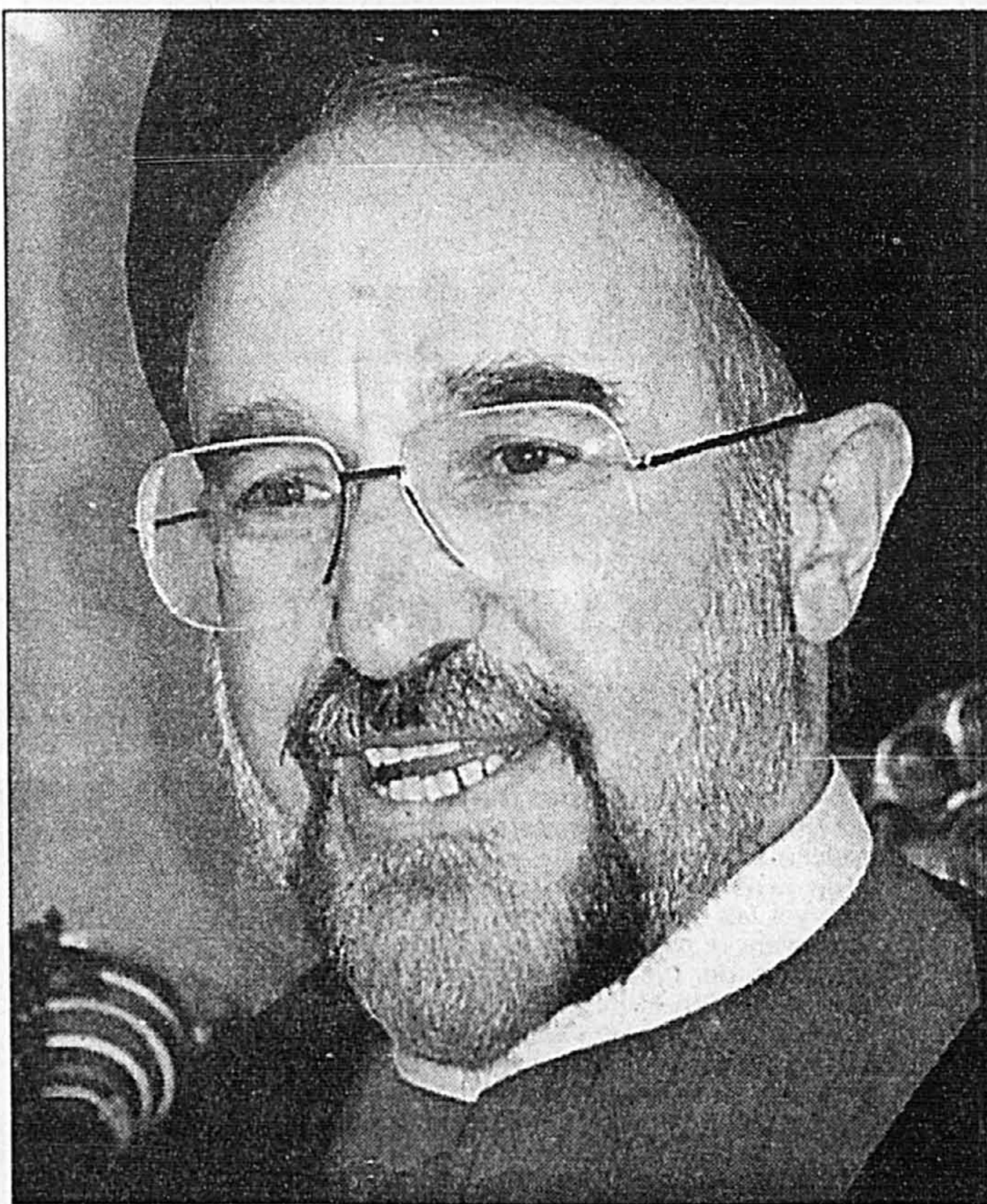
Et si la déconvenue de M. Nateq, qui manifestement ne contrôle plus la chambre, ne suffisait pas, on a appris cette semaine à Téhéran que les sept millions de voix qu'il a enregistrées lors du scrutin furent entachées de fraudes dans les villes de Meched et de Sari, contrôlées par l'appareil religieux.

Sans conteste, la nomination qui fera parler Iraniens et étrangers est celle de Mme Ebtekar au poste de vice-présidente responsable de l'environnement.

Personnalité bien connue pour son franc parler et sa force de caractère, immunologue et éditrice de la revue féministe *Farzaneh*, Mme Ebtekar a participé, étudiante à l'époque, à la prise de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979.

Récemment, elle a agi comme conseillère auprès de la bouillante Faezeh Hachemi, la députée téhéranaise qui a fait les manchettes avant Noël en insistant sur le droit des femmes de faire de la bicyclette, où et quand bon leur semble. Cette bataille perdue en raison de la force d'inertie des clercs au pouvoir a néanmoins galvanisé les femmes iraniennes, au point de devenir l'une des clés de la victoire éclatante de M. Khatami.

Devant la détermination du nouveau président à rompre avec le style de son prédécesseur, Hachemi Rafsandjani, la mullocratie a cherché à multiplier les écueils, à créer les obstacles, et à faire retarder l'inévitable : la remise en question du monopole du pouvoir détenu par les religieux ultra-conservateurs.



Si la Révolution islamique de 1979 a marqué la fin du régime du chah, l'élection de Mohammad Khatami a sonné le glas du règne d'un certain clergé « fanatique ».

Guide suprême, M. Ali Khamene'i, le grand perdant politique des élections. Le but de l'exercice : faire comprendre au nouveau président qu'il n'est pas libre de ses agissements. Mais dans son discours devant le parlement, M. Khatami s'en est pris vigoureusement à ces « groupes de francs-tireurs qui se posent en obstacles sur le chemin de la justice sociale et de la légalité. Nous avons notre police, nos cours de justice et nos juges. C'est à eux, et à eux seuls, de faire appliquer la loi. »

Bref, du jamais entendu depuis bientôt 20 ans en Iran, où les caprices d'un mollah avaient souvent plus de poids que toute la constitution, très islamique au demeurant.

Le changement

On aura compris que la façon de faire de M. Khatami ne sera pas celle de son prédécesseur, même si son choix de ministres exprime une certaine prudence, ou plutôt, une reconnaissance aiguë des réalités

politiques iraniennes. Ainsi, M. Abdollah Nouri, nommé au portefeuille sensible de l'Intérieur, occupait cette même position sous la première présidence de M. Rafsandjani, avant de se faire larguer sous la pression des conservateurs.

L'assainissement du processus électoral, entre autres, dépendra de lui. Le hodjattoleslam Dorri Najafabadi, le clerc désigné pour diriger le ministère de l'Information, dont relève les redoutables services de renseignement, jouit aussi de l'appui de presque toutes les factions. Mais on se demande si cet ancien député aura la poigne et la volonté nécessaire pour venir à bout des éléments loyaux au Guide et désamorcer les milices, ceux qu'on appelle « les têtes de béton ».

Au portefeuille archi-sensible de la Culture et de la Conduite islamique, autrefois occupé par M. Khatami lui-même, M. Ataollah Mohajerani fut accusé par la faction conservatrice d'avoir proposé, dans un article, que l'Iran entame des

pourparlers avec les États-Unis. (Il est toutefois notoire à Téhéran que ces mêmes mollahs néolibéraux ont par le passé noué des contacts secrets avec le « Grand Satan », notamment pour mettre fin à l'occupation de l'ambassade américaine en 1981, et pendant la guerre Iran-Irak pour l'achat d'armes chez le « petit diable » sioniste.)

Le poids politique du président sortant, Hachemi Rafsandjani, aura pesé dans les choix de M. Khatami. Jamais trop porté sur la modestie, M. Rafsandjani vient d'être nommé par le Guide suprême à la tête du Conseil d'arbitrage, organisme chargé de résoudre les conflits entre le parlement et l'establishment religieux.

Par ce fait même, selon certains observateurs intéressés, il serait devenu le véritable « numéro deux » du régime, au grand dam du président.

Passé maître dans l'art de la manœuvre « derrière le rideau » et de l'ambiguïté sibylline, le « Roi des pistaches » sait pourtant que s'il veut conserver la faveur populaire dont il est friand, il doit faire semblant de se ranger du côté du président élu, dépositaire d'un mandat que lui-même n'a jamais pu obtenir. Mais cet appui mitigé fut obtenu, semble-t-il, à un certain prix : celui de la modération.

Et Washington

Cette modération atteindra-t-elle les relations difficiles qu'entretient l'Iran avec l'Occident, et notamment avec Washington, où il est automatiquement assimilé au « terrorisme » et accusé de vouloir faire avorter le processus de paix entre les Palestiniens et Israël (comme si ceux-là en étaient eux-mêmes incapables), et de nourrir des ambitions nucléaires ?

Dans les *Washington Post*, *New York Times* et autres *The Economist*, on fait mine de saluer l'élection de M. Khatami tout en lui conseillant d'envoyer des signaux clairs afin de montrer qu'il est prêt à entendre et à agir sur les obsessions occidentales, voire Américaines.

Peu probable, signale le politologue Hossein Raghfar. La vie politique en Iran, explique-t-il, obéit désormais aux exigences d'intérêts proprement iraniens. « L'opinion des États-Unis n'a simplement pas de poids. Cela indique la maturité des gens, et souligne leur détermination de réaliser, avec M. Khatami, les promesses de la révolution islamique. »

D'ailleurs, dans son discours inaugural, le président n'a pas manqué de dénoncer la domination globale qu'exerce la puissance américaine.

Monde

L'EXPRESS INTERNATIONAL



ULSTER

Oui au Sinn Fein

Le ministre à l'Irlande du Nord Mo Mowlam a formellement reconnu hier que l'IRA avait satisfait « en paroles et en actions » aux conditions posées par Londres pour être admis à la table des négociations sur l'avenir de l'Ulster. Le Sinn Fein (aile politique de l'IRA), a aussitôt accepté l'invitation et il prendra sa place dans le processus de pourparlers patronnés par Londres et Dublin, qui doit reprendre le 15 septembre à Stormont, près de Belfast. Le numéro deux du parti, Martin McGuinness, a qualifié d'« historique » la décision du gouvernement britannique.

d'après AFP

CAMBODGE

Retour du roi

Norodom Sihanouk est revenu dans son pays hier, après avoir passé six mois en Chine où il suivait un traitement médical. Le souverain cambodgien, qui a 74 ans, était à Pékin depuis le mois de février. Il est arrivé à Siem Reap, une ville située au nord du pays, où il a été accueilli par les hauts responsables du gouvernement mis en place par Hun Sen. Sous une pluie fine, Norodom Sihanouk a déclaré à la presse : « Ma mission ici est pour la paix et la réconciliation nationale. Je suis le père de tous les Cambodgiens. Je vais travailler normalement ici pour aider mon pays. » Avant son départ de Pékin, il avait émis l'espoir de ramener la paix dans sa patrie. Un coup d'État sanglant a déposé son fils Norodom Ranariddh dont les partisans continuent de résister aux troupes d'Hun Sen.

d'après AP

TURQUIE

Islamistes arrêtés

La police turque a arrêté hier plus d'une centaine de manifestants islamistes qui protestaient dans plusieurs villes du pays contre une réforme de l'enseignement qui limite l'éducation religieuse. Plus de 40 personnes, dont 10 femmes, ont été arrêtées à Bursa, alors qu'elles scandaient des slogans hostiles au régime laïc turc, après la grande prière du vendredi. Près de 60 autres personnes ont été arrêtées à Konya, place forte islamiste du centre du pays, et dans trois villes de l'est. À Istanbul, plus de 3000 manifestants ont défilé dans les rues près de la place Beyazit, dans la partie européenne de la ville, en scandant des slogans dénonçant la nouvelle loi sur l'éducation. La police n'est pas intervenue.

d'après AFP

BRÉSIL

Contre l'avortement

La Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB) a appelé hier à Brasilia les parlementaires à « s'opposer aux projets de loi qui agressent la vie et la famille, tel celui qui réglemente l'avortement ». L'église catholique s'est prononcée ainsi après l'approbation, la semaine dernière, par une Commission de la Chambre des députés, d'un projet de loi qui oblige les hôpitaux publics à respecter une loi datant de plus de 50 ans et qui permet l'avortement dans les cas de viols et de maladie mortelle. Responsable de la « famille » au sein de la CNBB, Mgr Claudio Hummes, a affirmé que « l'Église veut accueillir les enfants nés de viols mais rejetés par leurs mères : c'est un rôle que l'État devrait jouer d'ailleurs ».

d'après AFP

CONGO

Épidémie de méningite

Une épidémie de méningite a fait près de 200 morts au cours des trois derniers mois dans l'est de la République démocratique du Congo, l'ex-Zaïre, a déclaré hier l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Plus de 1200 cas de méningite ont été signalés depuis le début de l'année dans plusieurs districts. Au moins 191 malades sont morts, en majorité en juin, juillet et août. La poussée de la maladie a été particulièrement forte dans le secteur de Kasenga, dans la province du Katanga, dit l'OMS.

d'après AFP

À Likoni, la crainte de nouvelles violences provoque la fuite de 60 000 personnes

Agence France-Presse
MOMBASA, Kenya

Plus de 60 000 habitants de Likoni — plus d'un habitant sur deux —, ont pris la fuite, avant l'expiration, demain, d'un ultimatum du président kenyan ordonnant aux gangs armés qui terrorisent la région de restituer des armes volées.

Selon des témoins, plus de la moitié des habitants de Likoni (au sud de Mombasa, sur l'océan Indien), ont fui vers le nord ou l'ouest, après avoir été soumis à de stricts contrôles policiers. D'autres ont pris le chemin du sud, vers les villages d'Ukunda, Tiwi et Kwale.

Le président kenyan Daniel arap Moi, en visite à Mombasa le week-end dernier, avait exigé la restitution, avant une semaine, d'une quarantaine d'armes et de caisses de munitions volées lors de l'attaque du commissariat de police de Likoni, le 13 août.

Cette attaque avait fait 13 morts, six policiers et sept civils, et avait marqué le début de la vague de violences qui frappe Mombasa et

sa région. Depuis, 47 personnes au total ont été tuées, et des milliers de personnes déplacées. La police a retrouvé à Likoni une douzaine d'armes volées.

Mais les promesses du président kenyan de ramener le calme dans la région n'ont pas rassuré les habitants de Likoni, qui craignent une nouvelle flambée de violences, et des exactions de la part des unités paramilitaires, les GSU (General Service Unit).

« Nous craignons d'être harcelés par les GSU, nous connaissons leur brutalité avec les civils. Nous avons peur qu'ils violent nos femmes, cela s'est déjà produit », a déclaré hier un habitant de Likoni.

La police de Mombasa a rejeté

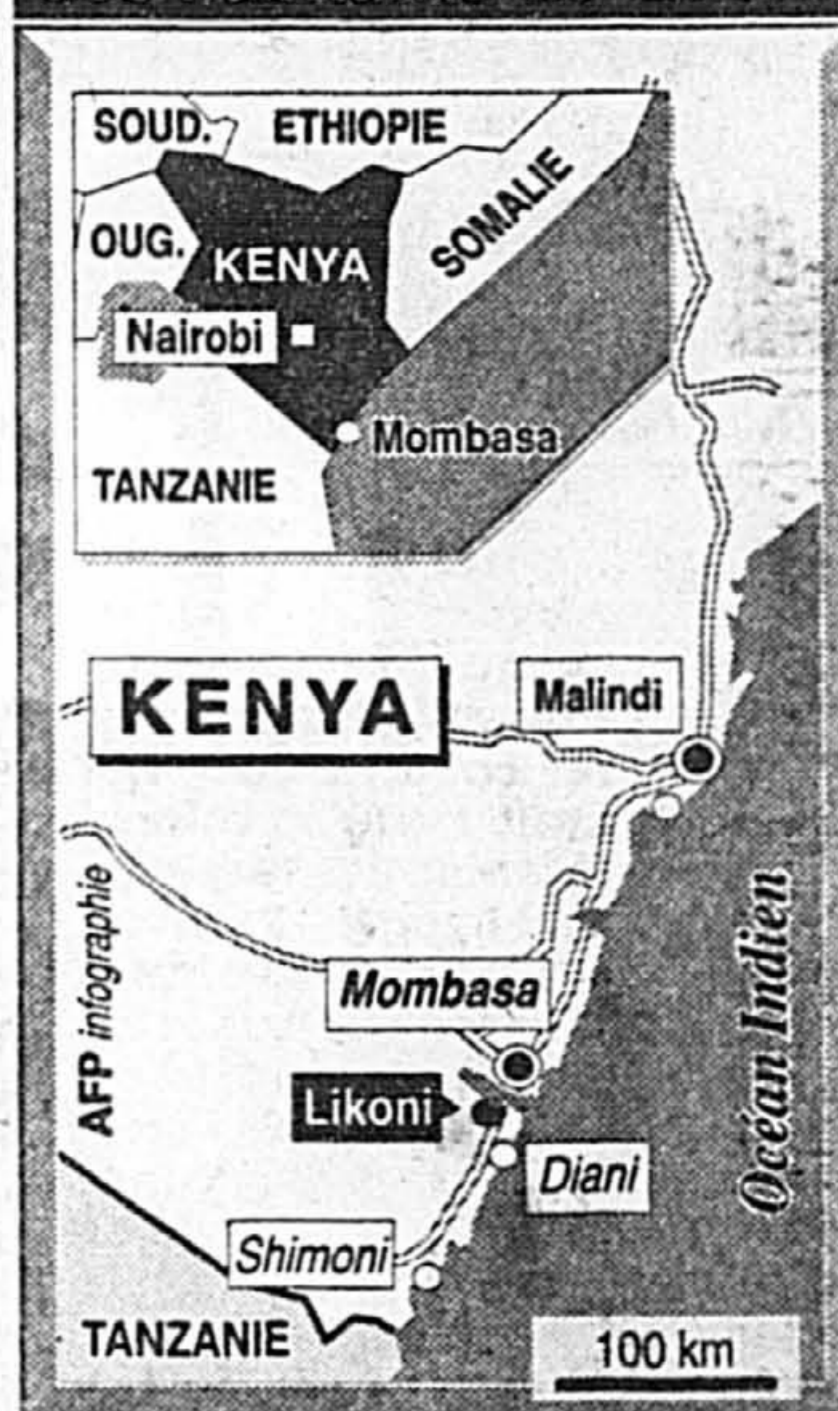
des accusations du maire de la ville, Ahmed Mwidani, selon lesquelles elle harcelait la communauté d'igo, majoritairement présente dans le district de Kwale.

Plus de 400 personnes ont été arrêtées depuis le début des violences sur la côte kenyanne, dont 150 ont été traduites en justice. Parmi elles figurent deux militants de la KANU, le parti au pouvoir : Emmanuel Karisa Maitha et Omar Masumbuko, soupçonnés d'être les instigateurs de plusieurs attaques, qui ont comparu jeudi devant le procureur de Mombasa.

Masumbuko, présumé homme de main de l'ancien dictateur ougandais Idi Amin Dada, renversé en 1979, a été inculpé de l'attaque et du meurtre d'un policier, tandis que Maitha a été inculpé de détention d'armes.

L'opposition accuse le pouvoir d'être à l'origine des violences, avant les élections générales prévues pour la fin 97. « Les tueries de Mombasa sont diligentées par nos leaders, elles ont des motifs politiques », a déclaré l'archevêque de Mombasa, Mgr John Njenga.

Kenya: la fuite des habitants de Likoni



Manif à New York

Des milliers de manifestants ont emprunté le pont de Brooklyn hier pour se rendre au centre-ville de New York protester contre le présumé passage à tabac de Abner Louima, un immigrant d'origine haïtienne, arrêté par des policiers le 9 août dernier. Divers orateurs ont harangué la foule sur une place près de l'hôtel de ville dénonçant la violence policière et réclamant un châtimement exemplaire pour les coupables.

Désistements au congrès du canal de Panama

ÉDOUARD PONS
de l'Agence France-Presse, PANAMA

L'invitation faite au président taïwanais Lee Teng Hui par le gouvernement panaméen d'assister à l'ambitieux congrès universel du canal de Panama du 7 au 10 septembre prochains a déclenché la colère de Pékin et a dissuadé la plupart des invités de haut rang d'y assister.

Jeudi encore le gouvernement chinois a demandé au Panama de « revenir sur la décision d'inviter Lee Teng Hui à participer à cette réunion » et de « respecter la charte des Nations unies et les décisions

de l'assemblée générale de l'ONU sur la question de Taïwan ». Conçu comme une conférence de grande ampleur pour montrer solennellement au monde la capacité des Panaméens à assurer la gestion du canal, sa sécurité et son expansion après le départ des Américains, le 31 décembre 1999, le congrès a été ramené au rang de simple réunion technique.

Selon la présidence panaméenne, les présidents français et américains, Jacques Chirac et Bill Clinton, avaient accepté de le coprésider.

Le président Ernesto Pérez comptait également sur la présence

du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, et escomptait que dans le sillage des « grands » de nombreux dirigeants étrangers tiendraient à être présents.

Les « pressions » de Pékin, selon le Panama, ont amené les uns et les autres à s'excuser et seuls les présidents du Mexique et du Honduras ont confirmé leur présence. L'ONU n'enverra pas de représentant.

Selon le président du comité organisateur du congrès, Fernando Manfredo, 250 représentants d'entreprises navales de 26 pays se sont inscrits pour participer mais « très peu » d'Asie du fait des « pressions » de Pékin.

L'ex-président panaméen Ricardo Arias a prédit que le congrès serait un échec du fait de « l'incohérence de la politique étrangère » du gouvernement qui a laissé ses « relations d'intimité avec Taïwan » transformer le pays en « théâtre d'une querelle internationale ».

Panama fait partie des 30 pays qui reconnaissent Taïwan, et Pérez a affirmé qu'il maintiendrait ses relations diplomatiques avec l'île revendiquée par Pékin tout en développant ses liens économiques avec Pékin. Un pari risqué puisque la Chine est devenue le premier partenaire commercial de Panama et le troisième utilisateur du canal après le Japon et les États-Unis.

REPÈRES / Russie

Moscou, nouvel eldorado de la consommation

BORIS BACHORZ
de l'Agence France-Presse, MOSCOU

La fringale de consommation des nouvelles classes moyennes de Moscou fait le bonheur des promoteurs immobiliers, qui rivalisent d'imagination pour offrir des centres commerciaux toujours plus grands, plus modernes, et plus adaptés aux besoins de ce nouveau marché.

Un des projets-phare sera dévoilé la semaine prochaine, avec l'ouverture à deux pas du Kremlin de ce qui sera un des plus vastes centres commerciaux d'Europe.

« Okhotny Riad » reprendra la place et le nom d'un marché de Moscou datant du XVI^e siècle, mais la comparaison s'arrête là : le nouveau centre, d'une superficie de 69 000 m² dont 29 000 m² d'espaces commerciaux, offrira marques occidentales, restaurants et services ultramodernes sur trois étages souterrains.

En dépit d'erreurs initiales de gestion — manque de projet directeur, prix de location trop élevé —, ce mastodonte a l'ambition de supplanter les célèbres galeries com-

merciales GOMM installées sur la Place Rouge.

« Chez beaucoup de gens, le GOMM reste associé à la période communiste de stagnation et de ventes rationnées », lâche avec une moue de mépris Elena Obolonnaïa, directrice commerciale adjointe du centre Okhotny Riad.

Le nouveau complexe, lui, va déployer le luxe ostentatoire de la nouvelle Russie capitaliste : ballustrades et colonnades de marbre, imposante fontaine centrale.

La nouveauté est que ce faste ne vise pas à séduire comme d'habitude la minuscule classe des « nouveaux Russes », ces capitalistes de réputation souvent douteuse, enrichis dans les premières années post-soviétiques.

« Les nouveaux Russes, ces mufles sans culture qui brûlent l'argent dès qu'il y en a, c'est déjà du passé. Nous visons avant tout les classes moyennes, qui commencent à gagner pas mal d'argent ici », explique Oumar Djabraïlov, directeur général adjoint du centre Okhotny Riad.

À côté du bijoutier Van Cleef and Arpels, Reebok, Yves Rocher ou Mother Care offriront des produits accessibles aux ménages

moyennement aisés, qui se restaureront dans une pizzeria après avoir laissé leurs enfants dans une garderie payante.

L'entrepreneur maire de Moscou, Iouri Loujkov, a soutenu à bout de bras le projet, qui sera inauguré à l'occasion du 850^e anniversaire de la ville, le 7 septembre.

C'est la municipalité qui a investi les 350 millions de dollars nécessaires à la construction, et amorcé à proximité des travaux d'aménagement impressionnants, faisant notamment renaître artificiellement la rivière Neglinka, enterrée et canalisée depuis le XIX^e siècle.

Russe d'origine tchétchène aux cheveux longs et à l'élégance irréprochable, Djabraïlov n'en a pas terminé avec Okhotny Riad qu'il prépare déjà l'ouverture d'autres centres, dont un sur l'emplacement de l'ancien Marché central (45 000 m² au total).

Mais la concurrence s'annonce féroce. Un troisième centre, Smolenski, ouvrira fin mai 15 000 m² de commerces dont la moitié occupés par le Finlandais Stockmann, pionnier du commerce occidental en Russie.

Avec quatre magasins de vêtements et de nourriture, Stockmann

est déjà le plus important commerçant étranger à Moscou, mais il parie sur une explosion prochaine de la consommation.

« La classe moyenne et supérieure grossit à Moscou, les salaires de ces gens augmentent, et ils ne trouvent pas encore les services dont ils ont besoin », analyse Jukka Hienonen, directeur des opérations internationales de Stockmann, qui cible une clientèle aux revenus mensuels tournant entre 1000 et 2000 dollars par mois.

Stockmann, qui va injecter 10 millions de dollars dans son nouveau centre, estime que la Russie est devenue, après des années d'incertitude, un investissement franchement intéressant.

« En général, nous sommes beaucoup plus optimistes sur l'avenir du pays qu'il y a encore deux ans. Il y aura encore des batailles politiques, des problèmes, mais nous avons l'impression que le pays va de l'avant », explique Hienonen.

Un optimisme encore confiné à Moscou : Stockmann reconnaît que le faible pouvoir d'achat en province lui interdit tout projet d'extension dans le pays, au-delà d'un magasin déjà ouvert à Saint-Petersbourg.

Les aînés ont le meilleur pour moins cher

Le mardi 2 septembre

**CONGÉ
DE TPS
POUR
NOS
CLIENTS
DE
65 ANS
ET PLUS!**

**Gros électro-
ménagers
de marques
nationales
à prix
ordinaire.
Nous vous
donnerons
un rabais
équivalent
à la TPS.**

15 % de rabais

Le mardi 2 septembre, si vous êtes âgés de 65 ans ou plus, vous bénéficierez d'un rabais de 15 % sur le prix ordinaire, de solde ou de liquidation d'un superbe choix d'articles en magasin. Nous vous offrons également ce rabais sur les prix ordinaires dans nos Salons de coiffure (salon de coiffure *Prix fixe* excepté), à la Lunetterie la Baie et au Studio de photographie (frais de pose de 3,99 \$ en sus). Pour avoir droit à ce rabais, montrez-nous simplement une preuve de votre âge (carte de l'Âge d'or, permis de conduire, extrait de naissance, etc.)!

Nous sommes désolés, nous devons exclure de cette offre les vêtements pour jeune femme et pour jeune homme, les tenues d'exercice pour femme, les bijoux Carolee, les montres et les pendules, les bijoux fins, ceux en or et ceux en argent fin, les collants fins Secret, Hanes et Wonderbra pour femme, les produits de beauté, les fragrances, les gros électroménagers Beaumark à prix déjà réduit et ceux dont le prix se termine par 99 c, tous les gros électroménagers de marques nationales, les micro-ondes, les aspirateurs, les ordinateurs, les téléviseurs, les magnétoscopes, les caméscopes, les articles Cantel et Bell Mobilité, les films Disney et le Top 20 musical, les chaînes et les composantes audio, les meubles, les meubles de jardin, les duos-sommeil et les produits du tabac. Voyez la liste complète des exceptions en magasin.

**40 % de rabais
pour tous
nos clients!**

- Serviettes unicolores (sauf celles marquées «Achat spécial»)
 - Tous les oreillers
 - Toutes les couettes
 - Toute la literie en sac Texmade
 - Toute la literie en sac Linda Beard
 - Toutes les batteries de cuisine de plus de 250 \$ et les articles suivis assortis
 - Articles suivis *French White* de Corning
 - Tous les couverts Royal Albert de 5 pièces et les articles suivis assortis
 - Tous les couverts de 5 pièces et les services de 16 ou 20 pièces signés Johnson Bros.
 - Tous les articles-cadeaux plaqués argent
 - Verres à pied (sauf Andrea)
 - Tous les articles de service et les articles-cadeaux en verre
 - Tous les accessoires décoratifs
 - Toutes les lampes en verre et en céramique
 - Tous les abat-jour
- Sur nos prix ordinaires.

la  Baie

Compagnie de la Baie d'Hudson

Vous avez le meilleur pour moins cher